15 SEPTEMBRE-15 OCTOBRE 1949 BI-MENSUEL Nos 10 & 11

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

Association déclarée
Loi de 1901

354, Rue Saint-Honoré
PARIS-Ier

Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

SOMMAIRE

20 MARS 1948
Lettre de Tito à V. Molotov 3

27 MARS 1948
Lettre du Comité Central du P. C. Pansoviétique au Comité Central du P. C. de Yougoslavie 4

13 AVRIL 1948
Lettre de Tito et Kardelj aux camarades Staline et Molotov 6

4 MAI 1948
Lettre du Comité Central du P. C. Pansoviétique aux camarades Tito et Kardelj et au Comité Central du P.C. Yougoslave 12

17 MAI 1948
Lettre de Tito et Kardelj aux camarades Staline et Molotov 20

22 MAI 1948
Lettre du Comité Central du P. C. Pansoviétique au Comité Central du P. C. de Yougoslavie 21

29 JUIN 1948
Déclaration du Comité Central du P. C. de Yougoslavie au bureau du Kominform sur la question relative à la situation au sein du P. C. de Yougoslavie 22

Les origines du conflit Staline-Tito

dévoilées par leurs lettres de 1948

Le conflit Staline-Tito qui s'est exprimé dans une correspondance confidentielle entre Belgrade et Moscou dès mars 1948, a pris très vite tournure irrémédiable puisque la rupture entre les deux régimes communistes s'est accomplie en juin 1948.

Il faut parler de conflit Staline-Tito en dépit du procédé par lequel Staline se dissimule derrière le Comité Central de son parti et derrière le soi-disant Bureau d'Information appelé Kominform. Cette dissimulation, tout-à-fait conforme au caractère et au comportement de Staline, a été respectée aussi longtemps que possible par Tito lui-même qui croyait expédient de suivre à cet égard la règle d'un certain jeu, mais elle n'a pu tenir plus de quelques mois.

Il était avantageux à Tito de faire semblant de s'en prendre non à Staline, mais à des subordonnés irresponsables, afin de laisser croire au bon public yougoslave, à titre transitoire, qu'il s'agissait d'un conflit mineur ou passager. Cette fiction ne pouvait durer mais entre temps Tito avait tiré profit du délai en faisant mine d'en appeler du chef mal informé au chef mieux informé, tout en préparant ses suiveurs aux étapes ultérieures. En sorte que la technique astucieuse de Staline s'est retournée contre lui, son excès d'assurance l'a pris en défaut, Tito ayant su exploiter au mieux les points faibles de son ci-devant maître.

Quinze mois ont passé depuis la rupture annoncée par une Résolution du Kominform parue le 28 juin 1948, événement qui fit l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. Tous les gouvernements occidentaux, les chancelleries, les services secrets, pour ne pas parler des organes d'information, furent complètement pris au dépourvu. Personne ne savait rien et tous les commentaires consécutifs au fait accompli prouvèrent que personne n'avait compris. En effet, le refus de Tito et de ses amis d'assister à la session du Kominform où leur « cas » devait être traité ne pouvait avoir qu'une signification, la certitude de n'en pas sortir vivants. Et l'épithète de « trotskisme » lancée alors par le Kominform ne pouvait avoir qu'une signification, celle d'une lutte à mort. Du moins c'est ainsi que les rares initiés à ces choses, lesquels ne peuvent s'exprimer nulle part dans l'état présent de la presse, interprétèrent cette péripétie sensationnelle de l'après-guerre. La suite des événements a confirmé leurs vues.

Pourquoi et comment le conflit s'est-il produit, évoluant rapidement vers la rupture ? On l'a bien-

tôt su, grâce aux protagonistes eux-mêmes qui ont rivalisé d'indiscrétion alors que les commentateurs étrangers se perdaient en supposition vaines et en prédictions ineptes. Moscou et Belgrade ont jugé utile de livrer à la publicité les lettres échangées de mars à juin 1948 entre les dirigeants communistes des deux pays, les uns et les autres croyant armer ainsi leurs partisans dans la « guerre idéologique » en cours. Le tout, augmenté de textes du Kominform et du Parti communiste yougoslave, a paru en brochure par les soins du gouvernement de Belgrade, et même à Londres en traduction anglaise. Aucune publication française, pas même « La Documentation Française » éditée par la Présidence du Conseil (Secrétariat général du Gouvernement, Direction de la Documentation), n'a cru bon de mettre cette littérature sous les yeux du public français, fût-ce d'un public sélectionné capable de s'imposer l'effort de lire et de penser. Aussi estimons-nous nécessaire de la traduire et publier, le sujet n'ayant rien perdu de son actualité, au contraire (1).

Ce n'est pas d'une lecture attrayante. Mais il vaut la peine, pour une fois, de prendre connaissance d'une prose fastidieuse qui révèle les tares congénitales et la médiocrité intellectuelle de gens qui se posent en ennemis implacables de la société actuelle et prétendent la régénérer. Peints par eux-mêmes, ces ennemis qui sont entre eux des frères ennemis se montrent sous leur vrai jour, lequel ne leur est pas précisément favorable. En même temps, ils font une démonstration d'un intérêt majeur pour qui est capable de comprendre : Staline révèle son impuissance devant un dissident qui s'insurge et Tito dévoile la faiblesse du pseudo colosse qui faisait trembler le monde.

La preuve est faite qu'un petit Etat d'une quinzaine de millions d'habitants, pays agricole par excellence, en grande partie pays de montagnes et de forêts, pays de très petite industrie et d'artisanat, pays atrocement saigné par la guerre et qui ne doit son début de relèvement qu'à la philanthropie américaine exercée par l'UNRRA, qu'un tel Etat dirigé par des hommes avertis et qui n'ont pas froid aux yeux peut tenir tête à un adversaire vingt fois plus nombreux et cent fois mieux armé (car la Yougoslavie doit affronter l'U.R.S.S. renforcée des satellites). Et la leçon est sévère aux gouvernements de Paris, de Londres et de Washington jusque là pris de panique à chaque froncement de sourcil de Staline.

Sans doute le dernier mot n'est-il pas dit : on peut gager que plusieurs machinations sont en train, dont les ficelles partent de Moscou, pour venir à bout des audacieux qui ont le front de se dire communistes sans obéir aux ordres du Kremlin perinde ac cadaver, *sans se résigner purement et simplement à devenir instruments passifs de l'Empire knouto-soviétique. Nul ne saurait prévoir l'issue de ces machinations qui sont affaire de polices et contre-polices, de comitadjis et de guerilleros, d'oustachis et de gangsters. Staline a plus d'un tour dans son sac et plus d'une corde à son arc, la Macédoine et l'Albanie sont pleines de ressources en banditisme, et il ne manque pas de Serbes qui rêvent de venger le supplice de Mikhaïlovitch, sans parler des fanatiques capables de mauvais coups* ad majorem gloriam Stalini.

Mais Tito n'est pas un idéologue à la façon de ces trotskistes pédants et stupides qui se sont défendus à grand renfort de citations de Marx et de Lénine pour finir dans un bagne en Sibérie ou avec une balle dans la nuque. Dressé à l'école tchékiste de Moscou, il en connaît les détours, les techniques et les manigances. A l'acier de Staline il oppose des armes de même trempe, car il sait que la vindicte stalinienne ne pardonne pas et qu'il faut tuer pour ne pas périr. La disproportion des moyens entre les antagonistes ne permet d'exclure aucune hypothèse quant à la phase ultime de la lutte. Mais d'ores et déjà s'imposent des évidences qui autorisent à épiloguer avant l'épilogue. De même que le malheur de la Finlande n'a rien prouvé alors que les trois mois de résistance finlandaise avaient prouvé quelque chose.

Tito n'a pas seulement dissipé le mythe de l'invincibilité stalinienne, il a en outre dégonflé la baudruche du slavisme, voire du panslavisme, qui depuis la guerre imposait tant aux politiciens ignares d'Occident, aux diplomates improvisés, aux publicistes à grand tirage. Au nom de la soi-disant solidarité slave, Bénès et Masaryk ont livré leur pays à la tyrannie moscovite. Au mépris de la soi-disant solidarité slave, Tito a sauvegardé l'indépendance du sien. Ce n'est pas tout.

Le Staline balkanique de petit format, aussi dépourvu de scrupules et d'idéologie que son modèle, animé de sa seule volonté de puissance mais agissant en parfaite connaissance de cause, a rendu au monde le service de réfuter pragmatiquement l'aberration collective courante qui confond la taille et la force, la grosseur et la grandeur, les données quantitatives et les valeurs qualitatives, et qui fait cas du nombre plus que de l'intelligence. Même s'il devait succomber en fin de compte sous un poids brutal ou sous des coups perfides, sa démonstration n'en resterait pas moins valable. Il peut commettre des fautes et sans doute en commettra-t-il comme Staline lui-même. Mais si l'Occident est capable de se ressaisir, rien ne lui interdit de se défendre à sa manière originale, de surclasser le stalinisme et le titisme, et de suivre ses propres voies qui soient des voies plus propres.

N. B. — Les notes qui accompagnent les lettres échangées entre Staline et Tito sont de la rédaction du B.E.I.P.I.

(1) Notre traduction est faite sur les textes de Belgrade et de Londres confrontés.

Notre but

Ce Bulletin a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites, des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autre publications

Tous les renseignements contenus dans ce Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 354, rue Saint-Honoré à Paris (1er).

20 MARS 1948

Lettre de Tito à V. Molotov

Le 18 mars 1948 le général Barsov (1) nous a informés qu'il avait reçu un télégramme du maréchal Boulganine, Ministre de la Défense Nationale de l'U.R.S.S. nous notifiant la décision prise par le gouvernement de l'U.R.S.S. de rappeler immédiatement tous les conseillers et instructeurs militaires soviétiques actuellement en Yougoslavie. La raison de cette mesure, suivant ce télégramme, serait « l'absence de camaraderie », en d'autres termes, l' « hostilité » avec laquelle ces militaires soviétiques sont traités en Yougoslavie.

Le gouvernement de l'U.R.S.S. a évidemment à tout instant le droit de rappeler ses experts militaires, mais nous sommes douloureusement affectés par les raisons qu'il a cru devoir invoquer pour expliquer sa décision dans le cas présent. Nous avons sur le champ, procédé à une enquête sur la conduite de nos fonctionnaires subalternes, et sur leurs rapports avec les conseillers et instructeurs militaires soviétiques. Tout au long de cette enquête, nous avons pu acquérir la conviction que les raisons invoquées par le gouvernement soviétique étaient dénuées de tout fondement. Mieux même nous avons établi, d'une façon absolument certaine, que les conseillers et instructeurs militaires soviétiques avaient, durant la totalité de leur séjour en Yougoslavie, été traités avec la plus parfaite civilité et correction, et avaient rencontré partout l'hospitalité la plus large, telle qu'elle est de mise dans notre Yougoslavie nouvelle, à chaque fois que nous acceuillons un ressortissant du peuple soviétique. Notre surprise est grande, et nous avons peine à deviner les raisons qui ont incité le gouvernement soviétique à porter contre nous une accusation gratuite, qui nous blesse d'autant plus profondément que nous ignorons le mobile réel de la décision du gouvernement soviétique.

Le 19 mars 1948, le chargé d'affaires (de l'Ambassade Soviétique) Armianinov m'a rendu visite, et m'a communiqué la teneur d'un message du gouvernement soviétique ordonnant le rappel immédiat des spécialistes civils soviétiques résidant en Yougoslavie. Les raisons invoquées pour expliquer cette mesure sont aussi étonnantes et incompréhensibles que les précédentes. Il est exact que l'adjoint du ministre Kidric, Srzentic, a déclaré au représentant commercial soviétique Lebediev, qu'en exécution d'un ordre du gouvernement de la République Fédérative Yougoslave, les fonctionnaires yougoslaves n'avaient pas le droit de donner à qui que ce soit des informations économiques importantes, et que les officiels soviétiques devaient donc, pour obtenir de telles informations, s'adresser directement au Comité Central du Parti Communiste Yougoslave ou aux ministres du gouvernement yougoslave. A cette occasion d'ailleurs, Srzentic conseilla à Lebediev de s'adresser au ministre Kidric personnellement pour obtenir les informations dont il avait besoin. Votre représentant, au demeurant, a été prévenu depuis longtemps que tous les officiels soviétiques pouvaient obtenir toute information utile ou désirée, en s'adressant directement aux dirigeants yougoslaves.

(1) Membre de l'ambassade soviétique à Belgrade.

Cette décision a été prise par nous pour la raison bien simple que nos fonctionnaires ministériels donnaient à tout un chacun des informations dont la divulgation n'était pas toujours nécessaire ou justifiée. De la sorte des secrets économiques pouvaient parvenir, et sont parvenus, à la connaissance de nos ennemis communs. Nous n'avons pas, que nous sachions, d'accord spécial, comme le prétend le message du gouvernement soviétique, obligeant nos fonctionnaires à donner sans l'approbation de notre gouvernement ou de notre Comité Central, des informations aux techniciens soviétiques, à part celles évidemment qui leur sont nécessaires pour remplir leur mission (2).

A chaque fois que l'ambassadeur du gouvernement soviétique de l'U.R.S.S., le camarade Lavrentiev s'est adressé à moi personnellement, afin d'obtenir telle information jugée nécessaire par lui, je la lui ai fournie sans restriction d'aucune sorte. Et tous les dirigeants yougoslaves en ont fait autant. Nous serions réellement surpris si le gouvernement soviétique n'était pas d'accord avec nous quant à cette façon de concevoir les choses du point de vue de l'Etat.

Nous sommes également obligés de rejeter votre plainte quant à la prétendue « *absence d'hospitalité et de confiance* » qui règne dans les rapports entre nos ressortissants et les experts ou représentants soviétiques. Pas un seul de vos représentants n'a jusqu'ici formulé une plainte à ce propos, et n'importe lequel d'entre eux aurait pu le faire, même auprès de moi personnellement, car je n'ai jamais refusé de recevoir un représentant soviétique.

De tout ce qui précède nous sommes donc obligés de déduire que les raisons qu'invoque le gouvernement soviétique ne sont pas celles qui ont provoqué sa décision. Et c'est notre désir que de voir le gouvernement de l'U.R.S.S. nous déclarer franchement de quoi il retourne, et quels

(2) Ces deux paragraphes soulignent l'une des causes déterminantes de la rupture. Tito s'est opposé à la continuation de l'espionnage économique pratiqué par l'U.R.S.S. en Yougoslavie. On notera, dès le début de cette correspondance la fermeté du ton de Tito, où l'on relève même un soupçon d'insolence ironique. En outre Tito qui sait parfaitement à quoi s'en tenir quant à la querelle qui l'oppose à Moscou affecte de discuter gravement et méthodiquement les griefs supposés qu'on lui fait. Il est clair dès le début, que les correspondants ne discutent du fond du problème que par allusions, ou même par antiphrases. Ni l'un ni l'autre ne sont dupes. Il faut sans cesse traduire en clair cette sorte de langage chiffré d'initiés. Le lecteur est invité à se familiariser avec cet exercice.

RÉSERVÉ AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION CE BULLETIN N'EST PAS VENDU

sont exactement les empêchements aux bonnes relations entre nos deux pays. Nous considérons l'actuel cours des événements comme préjudiciable à nos intérêts réciproques, et pensons que doivent être éliminés tous les obstacles à leurs relations amicales.

Nous pensons d'autre part que le gouvernement de l'U.R.S.S. devrait accepter avec beaucoup de réserves les informations qui lui parviendraient par ailleurs, car ces informations peuvent lui être fournies de manière insuffisamment objective ou conciliante.

Une fois encore (3), agréez l'expression de mon respect.

(20 mars 1948. I. B. TITO

(3) A retenir. Tito sait bien qu'il ne pourra plus désormais utiliser cette formule. En réalité, les jeux sont faits, et la correspondance n'a d'autre objet pour l'un et l'autre, que d'essayer de se donner le beau rôle pour l'extérieur. On en trouve une preuve supplémentaire dans la rapidité des premiers échanges, attestée par les dates des notes de Moscou (18-19) et des réponses de Tito (18 et 20).

27 MARS 1948

Lettre du Comité Central du P. C. Pansoviétique au Comité Central du P. C. de Yougoslavie

Nous vous accusons réception de vos lettres datées du 18 et du 20 mars (1).

Nous considérons vos réponses comme mensongères, et par conséquent absolument insatisfaisantes.

1°) L'incident Gagarinov peut être considéré comme clos puisque vous retirez les accusations que vous aviez portées contre lui, et que nous persistons à trouver calomnieuses (2).

La déclaration que vous avez attribuée au camarade Kroutikov (3) selon laquelle le gouvernement soviétique aurait refusé d'entrer dans des négociations commerciales cette année ne correspond pas à la réalité et a été catégoriquement démentie par le camarade Kroutikov.

2°) En ce qui concerne le rappel des conseillers militaires, notre source d'informations a été la somme des rapports des officiers attachés au Ministère des Forces Armées et des déclarations faites par les conseillers militaires eux-mêmes. Il est patent que des conseillers militaires ont été envoyés en Yougoslavie sur la requête instante et réitérée du gouvernement yougoslave. Le nombre des conseillers militaires envoyés en Yougoslavie fut inférieur à celui que le gouvernement yougoslave avait demandé. Il est donc facile d'en déduire que le gouvernement soviétique n'avait nulle intention d'imposer ses conseillers militaires à la Yougoslavie. Or, quelque temps plus tard des chefs militaires yougoslaves, et parmi ceux-ci Koca Popvic, trouvèrent qu'il fallait réduire de 60 % le nombre de ces conseillers militaires. Diverses raisons furent données pour expliquer cette « nécessité » ; selon certains ces conseillers militaires coûtaient trop cher à la Yougoslavie; selon d'autres l'armée yougoslave n'avait nul besoin de l'expérience de l'armée soviétique ; selon d'autres encore, les règlements de l'armée soviétique étaient stéréotypés et caducs, sans aucune utilité pour l'armée yougoslave et il était par conséquent superflu de payer des instructeurs soviétiques sans en retirer de profit.

A la lumière de ces faits, nous pouvons parfaitement comprendre la déclaration, aussi connue qu'insultante, faite par Djilas (4) à une session du C.C. du P.C. yougoslave, à savoir que les officiers de l'armée soviétique étaient moralement inférieurs aux officiers de l'armée britannique. Et nous notons que cette déclaration antisoviétique n'a suscité aucune protestation chez les autres membres du C.C. du P.C. yougoslave (5).

Ainsi donc, au lieu de chercher avec le gouvernement soviétique un règlement amical à cette question des conseillers militaires soviétiques, les chefs militaires yougoslaves préféraient insulter ces conseillers et trouvaient normal de discréditer l'armée soviétique.

Il est évident qu'un tel état de choses ne pouvait que créer une atmosphère d'hostilité envers les conseillers militaires soviétiques. Et il était ridicule de supposer que le gouvernement soviétique pouvait accepter de laisser dans de telles conditions ses instructeurs en Yougoslavie. Le gouvernement yougoslave n'ayant pas pris de mesures pour contrecarrer ou réparer l'injure faite à l'armée soviétique, il porte l'entière responsabilité de la situation présente.

3°) Pour ce qui est du rappel de nos spécialistes civils nous nous sommes fiés aux rapports de l'Ambassadeur soviétique à Belgrade Lavrentiev, ainsi qu'à ceux faits par les spécialistes eux-mêmes. Votre déclaration, selon laquelle Srzentic aurait dit à notre agent commercial Lebediev que les spécialistes soviétiques ayant besoin d'informations économiques n'avaient qu'à s'adresser au C.C. du P.C. yougoslave ou au gou-

(1) La lettre de Tito du 18 n'a pas été publiée par le gouvernement yougoslave. Remarquer que la correspondance passe du plan de l'Etat (Molotov Tito) à celui du Parti (Comité Central de l'U.R.S.S. à Comité Central de Yougoslavie).

(2) On ne sait ce que fut cet incident.

(3) Alexei Kroutikov — Commissaire du peuple au Commerce.

(4) Milovan Djilas — Chef de la propagande du P.C. yougoslave.

(5) Voir des éclaircissement sur cet incident p. 7. Vieux de trois ans, il n'est rappelé ici que pour corser l'argumentation, d'ailleurs peu convaincante, et pour témoigner du soin avec lequel, en U.R.S.S., on garde les « fiches » politiques de tous les militants pour s'en servir au moment opportun.

vernement, ne correspond pas à la réalité. Voici un extrait du rapport fait par Lavrentiev et daté du 9 mars (6) :

« *Srzentic, adjoint de Kidric au Conseil Economique a déclaré à notre représentant commercial Lebediev qu'il y avait un ordre du gouvernement interdisant aux organismes gouvernementaux de donner à qui que ce soit des informations économiques quelles qu'elles soient. C'est pourquoi, malgré les accords existants, il ne pouvait donner à Lebediev les renseignements que celui-ci demandait, que c'était l'un des devoirs de la sécurité d'Etat d'exercer un contrôle en la matière. Srzentic ajouta que Kidric lui-même voulait en discuter avec Lebediev.* »

Du rapport de Lavrentiev il ressort 1° que Srzentic n'a aucunement mentionné la possibilité d'obtenir des informations au C.C. du Parti ou auprès du gouvernement yougoslave. Il serait d'ailleurs ridicule d'en appeler chaque fois au C.C. ou au gouvernement pour un quelconque renseignement d'ordre économique, alors qu'il y a des fonctionnaires en Yougoslavie qui jusque-là avaient toujours renseigné les officiels soviétiques.

2°) Il appert du rapport de Lavrentiev qu'à l'encontre de ce que vous nous avez écrit, les représentants soviétiques en Yougoslavie étaient sous contrôle de la Sécurité Yougoslave.

Il est inutile de faire remarquer que les représentants soviétiques ne rencontrent de tels contrôles que dans les pays bourgeois, et encore pas dans tous. Nous pourrions également souligner le fait que la sécurité yougoslave ne surveille pas que les représentants du gouvernement soviétique mais également le représentant au Kominform du P.C.P. (b) (6 bis), le camarade Ioudine (7).

Il serait ridicule de croire que le gouvernement soviétique peut, sous un tel régime, accepter de laisser ses spécialistes civils en Yougoslavie.

Comme on peut le voir, le gouvernement yougoslave est encore une fois responsable d'un pareil état de choses.

Voilà donc les raisons pour lesquelles le gouvernement soviétique s'est vu dans l'obligation de rappeler ses spécialistes civils et militaires.

Dans votre lettre vous exprimez le désir de connaître les autres faits qui provoquent le mécontentement de l'U.R.S.S. et gâtent les relations de l'U.R.S.S. et la Yougoslavie. Ces faits existent effectivement. Et bien qu'ils n'aient aucune relation avec le rappel de nos spécialistes nous croyons utile de vous les communiquer.

a) Nous savons que parmi les leaders du P.C. yougoslave, des opinions anti-soviétiques ont cours telles que « *le P.C.P.* (b) *est en pleine décadence* », « en *U.R.S.S. règne actuellement un chauvinisme de grande puissance* », « *l'U.R.S.S. voudrait conquérir économiquement la Yougoslavie* », « *le Kominform n'est qu'un instrument de conquête soviétique destiné à faciliter l'absorption par le P.C.P.* (b) *des autres P.C.* » Ces calomnies antisoviétiques sont en général enrobées dans des slogans très « *extrême-gauche* », tels que « le *socialisme en U.R.S.S. a cessé d'être révolutionnaire* » ou « *la Yougoslavie est le seul porte-drapeau du socialisme révolutionnaire* ». Il est évidemment ridicule d'accorder une importance quelconque à de telles allégations, surtout lorsqu'elles ont pour auteurs des marxistes tels que Djilas, Vukmanovic, Kidric, Rankovic et tutti quanti. Mais ces calomnies ont malheureusement été répandues au sein des travailleurs yougoslaves. Répétées et encouragées, il est naturel qu'elles créent un climat qui n'est pas fait pour améliorer les relations du P.C.P. (b) et du P.C. yougoslave (8).

Nous reconnaissons à chaque parti communiste, et donc au P.C. yougoslave, le droit inconditionnel de critiquer le P.C.P. (b) comme le P.C.P. (b) a le droit de critiquer n'inporte quel autre parti. Mais le marxisme exige que la critique soit ouverte et honnête, et non pas calomnieuse et cachée (9). Or, les critiques formulées par les dirigeants yougoslaves ne sont ni publiques ni honnêtes, elles sont propagées sous le manteau, et sont de plus hypocrites car elles visent à discréditer secrètement le P.C.P. (b), alors qu'officiellement ces mêmes dirigeants glorifient ce même P.C.P. (b) et le portent pharisaïquement aux nues. Ces critiques sont donc des calomnies destinées à discréditer le P.C.P. (b) et à saper le système soviétique.

Nous ne doutons pas que les masses du P.C. yougoslave seraient mécontentes et réfuteraient sur le champ ces critiques antisoviétiques si elles en avaient seulement connaissance (10). C'est pourquoi d'ailleurs les dirigeants yougoslaves font toutes ces remarques calomnieuses en secret, derrière le dos des masses.

Il est intéressant de rappeler que Trotski, lorsqu'il décida de combattre le P.C.P. (b), commença également par l'accuser d'être en décadence, et de professer un nationalisme borné ainsi qu'un chauvinisme de « grande puissance ». Il recouvrit également ses calomnies de phrases de gauche sur la révolution mondiale. Et nous savons tous maintenant quel dégénéré était Trotski. Faut-il rappeler que lorsqu'il fut démasqué Trotski se réfugia ouvertement dans le camp des pires ennemis du P.C.P. (b) et de l'Union Soviétique ?

Nous pensons que la carrière de Trotski est suffisamment instructive (11).

La position actuelle du parti communiste yougoslave nous remplit de méfiance. Il est curieux de constater que le parti, bien qu'étant au pouvoir, est resté jusqu'à présent dans une sorte de semi-légalité. D'autre part les décisions prises par les différents organismes du parti ne sont pas publiées dans la presse, pas plus que les comptes-rendus des réunions. Le Comité Central

---

(6) C'est bien en mars 1948 que la situation s'est soudain aggravée. Quelques jours après le Coup d'Etat de Prague, Staline s'est senti plus fort et Tito plus menacé.

(6 bis) P.C.P. (b) c'est-à-dire le Parti Communiste Pansoviétique (bolchevik), le parti russe.

(7) Ce texte semble indiquer que c'est le 9 mars seulement que l'ambassadeur soviétique a informé son gouvernement de la surveillance policière exercée sur les ressortissants soviétiques. Est-ce par ce qu'elle s'est alors renforcée ? Ou bien qu'elle gênait désormais les Russes ? Ou bien parce que Lavrentiev avait reçu l'ordre d'en faire état à ce moment ? On ne peut le dire. Rien ne prouve d'ailleurs que ce rapport existe.

On peut d'ailleurs demander au gouvernement soviétique si de son côté il ne fait pas surveiller les étrangers, même (et surtout ?) communistes résidant en U.R.S.S.

(8) Premières allusions au conflit doctrinal que les communistes russes vont pousser au premier plan, pour nourrir leurs griefs, et faire oublier la raison initiale et profonde du conflit : l'espionnage soviétique pourra-t-il continuer librement dans la démocratie populaire de Belgrade ?

(9) Ces phrases, au pays de Staline et Vichinsky, sont savoureuses.

(10) Le contraire est affirmé quelques lignes plus haut...

(11) Il va sans dire que ce résumé de la carrière de Trotski ne correspond en rien à la vérité historique, et ce, quelque opinion qu'on professe sur ses idées et sur son action. L'allusion finale est claire : vous aurez le sort de Trotski, c'est-à-dire nous aurons votre peau.

du Parti n'est pas élu mais coopté. L'auto-critique est inexistante. Le secrétaire du Parti aux Cadres est en même temps, chose curieuse, Ministre de la Sécurité d'Etat, autrement dit les cadres du Parti sont sous la coupe de la sécurité d'Etat. Or, selon les théories marxistes l'un des principaux devoirs du Parti est de contrôler tous les organismes gouvernementaux y compris le Ministère de la Sécurité d'Etat (12). Toutes ces choses sont peut-être explicables par le fait que la volonté des masses du Parti n'a jusqu'à présent en Yougoslavie, ni la liberté de s'exprimer, ni l'importance qui lui est due.

Nous ne pouvons dans ces conditions considérer l'organisation de votre Parti communiste comme marxiste-léniniste et bolchevik. On ne trouve également pas d'esprit de lutte des classes au sein du P.C. yougoslave. Les éléments capitalistes croissent en toute quiétude dans vos villes et vos villages.

Le Parti Communiste yougoslave durant ce temps rêve que ces éléments hostiles passeront pacifiquement au socialisme, selon les théories de Bernstein, de Vollmar et de Boukharine (13).

Selon les théories marxistes-léninistes, le parti constitue la force dirigeante fondamentale du pays. Il a son programme propre, et ne doit en aucun cas se dissoudre dans les masses qui sont en dehors de lui.

En Yougoslavie, la force dirigeante reste le Front National et tous les efforts tendent vers la dissolution du Parti au sein de ce Front. Dans son discours, lors du Congrès du Front National, le camarade Tito n'a-t-il pas déclaré :

« *Le Parti Communiste yougoslave a-t-il un autre programme que celui du Front National ? Non. Le Parti Communiste n'a pas de programme autre que celui élaboré par le Front National* » !

Il y a quarante ans en Russie, une fraction des mencheviks proposait déjà de dissoudre le parti marxiste en une organisation « sans-parti » des masses des travailleurs ; une autre fraction de ces mencheviks proposait la dissolution du parti en une organisation de travailleurs et de paysans englobant toutes les organisations autres que marxistes. Nous savons qu'elle fut la réaction de Lénine : il stigmatisa ces mencheviks comme diaboliquement opportunistes et sabordeurs du Parti.

Il est incompréhensible pour nous que l'espion à la solde des Anglais, Velebit, continue à occuper un poste au Ministère yougoslave des Affaires Etrangères. Tous les camarades yougoslaves savent que Velebit est un espion anglais. Ils savent également que le gouvernement soviétique le considère comme tel, et malgré cela, le Velebit en question reste Premier Assistant du Ministre des affaires Etrangères.

Il est possible que le gouvernement yougoslave pense pouvoir se servir de ce Velebit justement parce qu'il est un espion anglais. De telles pratiques ont cours dans les pays capitalistes, quant à nous nous pensons qu'elles ne sont pas dignes de marxistes. Quoi qu'il en soit le gouvernement soviétique ne peut ni ne veut entretenir une correspondance avec le gouvernement yougoslave, alors qu'un espion anglais a le contrôle de cette correspondance. Il est facilement compréhensible qu'aussi longtemps que Velebit restera au Ministère des Affaires Etrangères de Yougoslavie, le gouvernement soviétique ne pourra entretenir une correspondance ouverte avec le gouvernement yougoslave par la voie du Ministère des Affaires Etrangères (14).

Tels sont les faits qui ont provoqué le mécontement du gouvernement soviétique et du Comité Central du P.C.P. (b) et gâtent les relations entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie.

Ces faits n'ont pas, comme nous l'avons déjà dit, de rapport avec le rappel des spécialistes civils et militaires mais ils jouent, nous le répétons, un rôle dans le changement des rapports entre nos deux pays.

Le C.C. du P.C.P. (b).

Moscou, 27 mars 1948

(12) Dans ces conditions, le contrôle du Parti sur l'Etat est total, puisque les Cadres contrôlent la police en Yougoslavie. La médiocrité de toute cette argumentation jette un jour cru sur les véritables capacités intellectuelles des dirigeants soviétiques, empêtrés dans leur hypocrisie, et leur scolastique rigide et desséchée.

(13) Tout à l'heure, déviation à gauche. Maintenant déviation à droite. Mais comment Moscou n'a-t-il pas dénoncé plus tôt ces hérésies accumulées ?

(14) Voir des détails sur Velebit p. 11. Le gouvernement soviétique « informé » depuis 1945 de la qualité d'espion de Velebit a correspondu pendant trois ans avec le Ministère des Affaires Etrangères yougoslave : ce seul fait juge la qualité de son indignation présente. Quant au sursaut de morale devant les agents doubles, tout lecteur un peu familiarisé avec les méthodes diplomatiques et policières en général, et soviétiques en particulier, pensera qu'il est superflu.

13 AVRIL 1948

Lettre de Tito et Kardelj aux camarades Staline et Molotov

En réponse à votre lettre du 27 mars 1948, nous tenons à souligner en premier lieu que le ton et le contenu de cette lettre nous ont profondément étonnés. Nous considérons que son contenu, c'est-à-dire les accusations et la prise de position du gouvernement soviétique sur les différents points, fait preuve d'une méconnaissance totale de la situation. Nous ne pouvons expliquer vos conclusions autrement que par le fait que le gouvernement soviétique reçoit des informations inexactes et tendancieuses de ses représentants qui les obtiennent vraisemblablement eux-

mêmes d'éléments douteux ou mécontents. A l'Assemblée Plénière du C.C. du P.C.Y. il a été pleinement démontré et confirmé que S. Jouyovitch et A. Hebrang étaient les principaux coupables des informations tendancieuses ou calomniatrices fournies aux représentants soviétiques en Yougoslavie. Tous deux avouèrent avoir cherché à briser l'unité du parti et à diviser les dirigeants. Les informations fournies par de tels personnages ne peuvent être ni objectives ni bien intentionnées, parce que toujours tendancieuses et intéressées (1).

Dans ce cas concret les informations fournies au gouvernement soviétique l'étaient avec l'intention bien déterminée de créer des difficultés aux dirigeants du parti ; (autrement dit aux représentants de la Yougoslavie nouvelle) ; à rendre plus lourde encore la tâche de ceux qui veulent transformer le pays ; à rendre le Plan Quinquennal impossible et par conséquent à rendre irréalisable la socialisation du pays. Nous ne pouvons absolument pas comprendre pourquoi les représentants de l'U.R.S.S. n'ont pas contrôlé leurs informations, pourquoi ils n'ont pas demandé confirmation auprès de personnes compétentes et dignes de foi, et pourquoi enfin ils n'ont pas vérifié leurs informations en s'adressant directement au C.C. du P.C.Y. ou au gouvernement.

Quelle que soit l'affection que chacun de nous porte à la patrie du Socialisme, l'U.R.S.S., en aucun cas il ne peut aimer moins sa propre patrie qui également développe le socialisme, dans le cas présent la R.F.P.Y. (République Fédérative des Peuples de Yougoslavie) pour laquelle des milliers d'hommes, les plus progressistes, ont donné leur sang. Et nous savons que pareille chose est parfaitement comprise en U.R.S.S. (2).

Ce qui nous étonne également c'est qu'aucun des griefs énoncés dans votre lettre ne fut même effleuré lors du voyage à Moscou de Kardelj, Djilas et Bakaric. Or, il ressort de votre lettre que votre gouvernement possédait bien avant cette visite de nos délégués tous les éléments et toutes les informations en question. Il nous semble que la question des experts civils et militaires, ainsi que bon nombre d'autres questions, auraient pu être soumises à notre délégation.

Nous maintenons que votre gouvernement aurait dû nous faire savoir, soit par l'entremise de cette délégation, soit même avant, qu'il était mécontent des rapports entre ses spécialistes et nos ressortissants et que la situation demandait un règlement. Tout au contraire le gouvernement soviétique nous a mis devant un «fait accompli», et nous a créé ainsi des difficultés superflues.

En ce qui concerne le rappel des spécialistes militaires, nous n'avons aucune raison autre que le désir que nous avons exprimé d'en voir le nombre réduit et ce, pour des raisons purement financières. En 1946 déjà, le président de notre gouvernement, Tito, avait officiellement notifié à votre Ambassadeur Lavrentiev que, pour diverses raisons, le pays ne pouvait payer des émoluments aussi élevés aux spécialistes militaires soviétiques. Il priait votre ambassadeur de transmettre cette déclaration au gouvernement soviétique avec la prière de réduire lesdits émoluments et soldes.

(1) Tito connaît comme Staline le secret des aveux spontanés. Sur ce point l'élève combat le maître sur son propre terrain et avec les armes même qu'il lui a fournies.

(2) Première allusion de Tito à une argumentation de caractère « national ». La Yougoslavie n'est pas indigne d'être comparée à l'U.R.S.S. Le maître du Kremlin, dans l'optique actuelle du stalinisme ne saurait tolérer cette prétention.

L'ambassadeur Lavrentiev transmit quelque temps plus tard au gouvernement yougoslave la réponse du gouvernement soviétique qui disait en substance que ces émoluments et soldes ne pouvaient être réduits et que le gouvernement yougoslave devait donc s'en arranger. Tito fit alors savoir à Lavrentiev que dans ces conditions il se voyait obligé de demander la réduction du nombre des spécialistes militaires soviétiques. Ce qui cependant n'aurait pas de conséquence grave sur l'instruction de notre armée. Les émoluments payés aux instructeurs soviétiques sont quatre fois plus élevés que les soldes que nous servons à nos officiers supérieurs et trois fois plus élevés que les traitements de nos ministres d'Etat. Un lieutenant-général de notre armée touche de 9 à 11.000 dinars par mois alors qu'un instructeur du même rang se fait payer de 30 à 40.000 dinars et que nos ministres ne reçoivent que 12.000 dinars par mois.

Vous pouvez donc comprendre que de tels émoluments non seulement grèvent notre budget, mais constituent en quelque sorte une injustice politique qu'il nous est difficile d'expliquer à notre peuple. C'est donc pour ces raisons, et pour nulle autre, que nous demandâmes la réduction du nombre des experts militaires. Nous n'excluons pas la possibilité de remarques quelconques faites par des Yougoslaves au courant des hauts traitements touchés par les militaires soviétiques. Ces remarques sont évidemment et en tout cas déplacées. Mis au courant de tels faits nous aurions pu prendre immédiatement les mesures qui s'imposaient pour en éviter la répétition. A propos de remarques déplacées, il est possible que d'autres encore aient été faites, car certains spécialistes soviétiques ne se sont pas toujours conduits comme ils l'auraient dû. Ces remarques ont du être déformées après coup et rapportées sous leur nouvelle forme au commandement soviétique. Cependant nous ne considérons pas de telles vétilles comme importantes, et pensons qu'elles ne devraient jouer aucun rôle et n'avoir aucune influence sur les rapports entre nos deux pays (3).

Djilas et les officiers soviétiques Les relations commerciales russo-yougoslaves (3 bis)

Nous avons particulièrement été étonnés par le passage de votre lettre concernant Djilas :

« A la lueur de ces faits, la déclaration faite par Djilas lors d'une réunion du C.C. du P.C.Y. devient parfaitement claire à savoir que « les officiers de l'Armée soviétique étaient moralement inférieurs aux officiers de l'Armée britannique. »

Djilas n'a jamais affirmé pareille chose et Tito, donna, en 1945, toutes les explications utiles écrites et verbales. A l'époque, le camarade Staline et divers autres membres du C.C. du P.C.P. (b) se trouvaient parfaitement satisfaits de ces explications. Nous ne comprenons donc pas pourquoi dans votre lettre il est à nouveau fait men-

(3) La réponse de Tito dans ces deux paragraphes, très habile, est d'une hostilité sans réserve vis-à-vis de Moscou. Tout mérite d'y être pesé. La date de 1946 est un indice nouveau de l'ancienneté des premières difficultés avec l'U.R.S.S. Il est clair d'autre part que les officiers et les agents soviétiques se sont comportés grossièrement en Yougoslavie comme des gens de ... race supérieure.

(3 bis) Les intertitres de cette lettre ont été ajoutés par le B.E.I.P.I.

tion d'un pareil ragot. Nous répétons donc que ni Djilas, ni aucun autre dirigeant yougoslave n'a jamais exprimé un pareil point de vue sur les officiers soviétiques. De pareils propos ne pourraient d'ailleurs être tenus que par des ennemis de l'U.R.S.S., et par conséquent de la Yougoslavie.

Dans nos relations commerciales, des choses doivent être absolument changées, afin que nos relations puissent se développer correctement. Nous ne nions pas de notre côté certaines négligences en ce qui concerne les échanges commerciaux. Nous ne pensons cependant pas que ces négligences aient une importance suffisante pour motiver un arrêt des échanges. Nous ne pouvons croire que l'affaire de Kroutikov et de nos représentants du département du commerce soit basée sur un simple malentendu. Kroutikov a déclaré sans ambage à nos représentants à Moscou que la délégation commerciale yougoslave, qui s'apprêtait à quitter Belgrade pour Moscou, devait renoncer au voyage car le gouvernement de l'U.R.S.S. renonçait à signer un accord d'échange de marchandises pour l'année 1948, et que ce n'est que vers la fin de l'année 1948 que des conversations pourraient être engagées sur ce sujet. Kroutikov fit cette déclaration à notre adjoint du Ministre du Commerce, le camarade Crnobrnja, ainsi qu'à notre attaché commercial à Moscou. Nos représentants lui ayant demandé si c'était là la politique du gouvernement soviétique, Kroutikov répondit par l'affirmative.

Nous pensons que si une faute quelconque a été commise par nos représentants commerciaux — nous admettons cette possibilité — il est en tout cas possible et facile de trouver un terrain d'entente, et de supprimer tout empêchement à un échange commercial correct entre nos deux pays.

Nous considérons qu'il est absolument indispensable d'étudier en commun et de supprimer tous les obstacles au fonctionnement correct d'une coopération économique de nos deux pays.

La surveillance des spécialistes soviétiques

Quant au passage de votre lettre où vous reprochez à notre police d'Etat de surveiller les spécialistes soviétiques ainsi d'ailleurs que les autres citoyens soviétiques, nous ne pouvons vous répondre qu'une chose, c'est qu'il est dénué de tout fondement. Jamais personne n'a donné l'ordre de surveiller des citoyens soviétiques et jamais les citoyens soviétiques n'ont été surveillés. Il est donc inutile d'ajouter que jamais aucun représentant du gouvernement soviétique, et pas plus le camarade Ioudine du Bureau du Kominform qu'un autre, n'a été soumis à pareille surveillance.

Nous ne pouvons deviner au profit de qui une telle calomnie a été inventée ni ce qui a poussé le gouvernement soviétique à exprimer une assertion aussi énorme. Nous aimerions dans ce cas également connaître les faits concrets (4).

Vous écrivez dans votre lettre du 27 mars qu'en Yougoslavie l'on entend nombre de bruits antisoviétiques et que le P. C. P. (b) n'est pas épargné par la critique. Vous affirmez que ces remarques et critiques antisoviétiques sont courantes chez les dirigeants du P.C. de Yougoslavie. Vous accusez ces dirigeants de faire ces critiques à l'insu des masses. Vous citez des noms tels que ceux de Djilas, Vukmanovic, Kidric, Rankovic, vous ajoutez : et d'autres.

Nous vous faisons remarquer que vous avez cité là les noms des plus connus et des plus populaires des chefs de la nouvelle Yougoslavie, des hommes qui dans bien des moments difficiles ont prouvé qu'ils méritaient la confiance du Parti.

Nous sommes peinés de voir de telles accusations formulées sans citation de source. Plus pénible encore nous apparait la comparaison que vous faites de la conduite de ces hommes avec celle de Trotski.

Les sources douteuses soviétiques

Dans votre lettre vous donnez des exemples de rumeurs soi-disant propagées par des dirigeants yougoslaves, « *le P.C.P.* (b) *est en pleine décadence* », « *en U.R.S.S. règne un chauvinisme de grande puissance* », « *l'U.R.S.S. voudrait conquérir économiquement la Yougoslavie* », « *le Kominform n'est qu'un instrument de conquête soviétique destiné à faciliter l'absorption par le P.C.P.* (b) *des autres P.C.* », et plus loin « *toutes ces déclarations antisoviétiques sont en général enrobées dans des slogans très « extrême gauche » tels que « le Socialisme en U.R.S.S. a cessé d'être révolutionnaire* » ou « *la Yougoslavie est le seul porte-drapeau du socialisme révolutionnaire* ».

Il est évidemment possible en rassemblant de telles informations, puisées à des sources douteuses, et tendancieusement attribuées à des dirigeants yougoslaves de tirer des conclusions fausses ayant toutes les apparences d'antisoviétisme. Nous considérons en tout cas comme foncièrement incorrect de tirer des conclusions et de formuler des accusations comme celles contenues dans votre lettre, en se fondant sur le témoignage de gens de peu de confiance fournissant des informations douteuses contre des hommes qui ont rendu des services inappréciables en servant justement la cause de l'U.R.S.S., et ont démontré leur valeur dans la guerre de libération. Est-il possible de croire que des hommes qui ont passé 6, 8, 10 ans et plus à défendre la cause soviétique soient ce que vous les dépeignez? Cela est absolument impossible. Eh ! bien de tels hommes sont aujourd'hui en majorité parmi les dirigeants de la Yougoslavie nouvelle. Le 21 mars 1941 ils dirigèrent les démonstrations populaires contre le régime anti-national de Cvetkovic-Macek, ces traitres qui avaient signé le pacte anti-Komintern et voulaient entraîner la Yougoslavie dans le sillage des puissances de l'Axe. Ces mêmes hommes organisèrent la résistance contre l'envahisseur fasciste et eurent foi en l'U.R.S.S. Ces mêmes hommes, dirigèrent, armes à la main, la révolte des peuples yougoslaves, se battirent aux côtés de l'Union Soviétique, furent les seuls alliés fidèles et sincères, eurent foi en la victoire de l'U.R.S.S. durant les heures les plus sombres de la guerre. Ces mêmes hommes sont ceux qui croient aujourd'hui, après y avoir crû alors, au système socialiste, au socialisme.

De tels hommes ne peuvent travailler à « *saper le système soviétique* » car cela signifierait pour eux, saper leurs propres convictions et renier leur glorieux passé. C'est pourquoi nous affirmons que de tels hommes n'auraient pas dû être jugés sur la foi d'informations douteuses, mais sur la base solide de leur longue activité révolutionnaire. Traiter de tels hommes d'hypocrites parce qu'ils « *portent aux nues* » le P.C.P. (b) — comme vous dites dans votre lettre — est absolument indigne et insultant. Vous dites encore dans votre lettre : « *Nous ne doutons pas que les masses du P.C. Yougoslave seraient mécon-*

(4) Il va sans dire que Tito a parfaitement fait exercer cette surveillance, et qu'il sait fort bien que c'est ce qui irrite Moscou au maximum, victime pour une fois de la politique de réciprocité que jamais les pays occidentaux n'ont été capables de pratiquer vis-à-vis de l'U.R.S.S.

tentes et refuteraient sur le champ ces critiques antisoviétiques, si elles en avaient seulement connaissance ». Certainement, et nous en sommes aussi parfaitement convaincus. « *C'est pourquoi,* continuez-vous dans votre lettre, *les dirigeants yougoslaves font ces remarques en secret, dans le dos des masses.* » Ce qui est absolument faux, rien n'a été tenu caché aux masses pour la bonne raison qu'il ne pourrait y avoir en Yougoslavie de telles critiques de l'U.R.S.S. ou de P.C.P. (b).

« Les dirigeants et la masse sont indissolublement unis »

Suggérer l'existence d'une contradiction entre les dirigeants et les masses en Yougoslavie est une erreur, car actuellement en Yougoslavie les dirigeants et la masse ne font qu'un, parce qu'ils sont tous indissolublement unis par leur passé commun de lutte contre les régimes anti-nationaux d'avant-guerre, par leur commun héroïsme durant la guerre de libération, et par leurs communs efforts actuels pour reconstruire le pays et bâtir le socialisme.

Bien des gens en Union Soviétique s'imaginent à tort que les sympathies des grandes masses yougoslaves pour l'U.R.S.S. ont été en quelque sorte héritées par tradition des temps de la Russie tzariste. Cela est faux. L'affection de la Yougoslavie pour l'U.R.S.S. n'a pas germé d'elle-même, elle a été implantée dans les masses du Parti et du peuple par les dirigeants de la Yougoslavie nouvelle, et parmi ceux-ci en premier lieu par ceux que vous accusez dans votre lettre. Les dirigeants de la Yougoslavie nouvelle sont tous des hommes qui, bien avant la guerre déjà, ont lutté sans ménager leur peine pour faire triompher dans le peuple la vérité sur l'U.R.S.S. Ces mêmes hommes ont implanté dans les masses yougoslaves l'amour de la patrie du socialisme (5).

Le camarade Molotov a déclaré que Djilas avait donné des directives aux écoles du parti leur enjoignant de ne pas enseigner l'Histoire du P.C.P. (b). Ceci est entièrement faux. Jamais de telles directives ne furent données à qui que ce soit. Au contraire, l'Histoire du P.C.P. (b) est enseignée dans toutes les écoles du Parti. Dans cette accusation une seule chose est vraie : A plusieurs reprises lors des réunions du parti, Djilas fit remarquer que certains membres peu évolués des cellules interprêtaient d'une façon erronnée les problèmes de l'Histoire du P.C.P. (b) et qu'ils les comparaient d'un façon mécanique aux problèmes yougoslaves, particulièrement en ce qui concerne les deux périodes de la Révolution, les questions du communisme de guerre, la N.E.P. etc... Djilas suggéra donc qu'il valait mieux pour ces membres étudier d'abord les « Questions du Léninisme » de Staline (6).

(5) En d'autres termes que Moscou ne compte pas sur une quelconque fraternité slave, et sache que si les dirigeants actuels s'opposaient à l'U.R.S.S., il leur serait facile d'entraîner le peuple derrière eux. Sans qu'il s'en rende compte, Tito définit ici ce qu'est exactement la liberté de pensée et d'opinion dans « sa » démocratie populaire.

(6) Cet aveu est précieux. C'est une nouvelle marque du refus yougoslave d'aligner son expérience sur celle de Moscou. C'est ce que Moscou ne pardonne pas, qui ne connaît que l'imitation mécanique. Quant à l'étude du livre de Staline, c'est une ruse à laquelle Staline ne se laisse pas prendre ! On éprouve l'impression de deux compères devenus soudains rivaux, et qui se servent l'un contre l'autre des trucs mis au point du temps où l'on s'entendait.

Nous rappelons que l'Histoire du P.C.P. (b) fut publiée quatre fois illégalement, avant et pendant la guerre, et que 250.000 exemplaires en furent tirés après la guerre dans toutes nos langues nationales. Même chose pour les autres œuvres de Staline et de Lénine. Les « Questions du Léninisme », par exemple, furent tirées à 125.000 exemplaires.

En ce qui concerne la vie interne du P.C.Y., il ressort de votre lettre que vos informations une fois de plus furent tendancieuses ou erronées et que vos impressions en furent faussées. C'est pourquoi nous ne pouvons nous déclarer d'accord sur votre jugement quant à notre parti.

Le C.C. du P.C.Y. n'est pas comme vous l'écrivez, composé en majorité de membres cooptés. Voici exactement la situation actuelle du P.C.Y. A la Ve Conférence du Parti, tenue en décembre 1940 en pleine illégalité, 110 délégués de la Yougoslavie tout entière étaient présents. Cette conférence fut considérée à la suite d'une décision du Komintern comme un Congrès du Parti. A ce Congrès fut choisi le C.C. du P.C.Y., comptant 31 membres et 10 suppléants. Durant la guerre 10 de ces membres et 6 des suppléants périrent. Des 7 membres du Politbureau élus en 1940, 5 seulement sont encore en vie et occupent leurs postes. Le Politbureau convie à ses réunions les membres du C.C. du P.C.Y. Sept nouveaux membres pris parmi les suppléants et les chefs en vue du parti furent cooptés au C.C. en remplacement des disparus. Enfin 2 membres furent expulsés du C.C. du P.C.Y. durant la guerre. Ainsi donc le C.C. du P.C.Y. compte actuellement 19 membres élus à la Conférence de 1940 et 7 membres cooptés. Donc 26 membres en tout. Tels sont les faits et rien que les faits.

La minutieuse préparation d'un congrès

En ce qui concerne votre critique sur le fait que nous n'avons pas encore organisé de congrès du parti nous ferons simplement remarquer que depuis un an le Politbureau du C.C. du P.C.Y. travaille à la préparation d'un tel congrès. Nous avons en effet decidé de préparer minutieusement ce congrès, afin qu'il fasse figure de démonstration. Nous voulons aussi qu'à ce congrès soient élaborés les statuts et le programme du parti. Ce programme de base devra être plus tard adopté par le Front National au congrès du Front National.

Sur quoi vous basez-vous pour affirmer dans votre lettre que le P.C.Y. manque d'esprit démocratique ? Sur les rapports de Lavrentiev ? Dans ce cas, de qui tient-il ses informations ? Nous considérons qu'en tant qu'ambassadeur, Lavrentiev n'a pas le droit de demander des informations à n'importe qui en ce qui concerne du moins les travaux du parti. De telles informations peuvent être obtenues par le C.C. du P.C.R. (b) auprès du C.C. du P.C.Y. (7).

Le fait que le secrétaire d'organisation du P.C.Y. soit en même temps Ministre de la Sécurité d'Etat n'empêche et ne gêne en rien une quelconque initiative venant d'une organisation du parti. Le parti n'est nullement sous le contrôle de la Sécurité d'Etat mais sous celui du C.C. du P.C.Y. dont le Ministre de la Sécurité d'Etat est membre. Ajoutons que le directeur du Bureau des

(7) Noter ce qu'on peut en déduire des méthodes habituelles des diplomates soviétiques chargés de surveiller les P.C. nationaux dans leurs résidences respectives...

Cadres rattaché au C.C. du P.C.Y. est le camarade Zekovic et non comme vous l'écrivez le camarade Rankovic.

Il est absolument faux d'affirmer que la liberté de critique est absente au sein de notre parti. Tout le monde y est libre de formuler des critiques, et personne ne s'en prive lors des réunions ou des conférences. Nous ne discuterons donc pas pour savoir qui a inventé cette calomnieuse information pour vous la fournir.

Il est également faux d'affirmer qu'il n'existe pas chez nous de politique de lutte de classes et que les éléments capitalistes sont tolérés, voire encouragés dans nos villes et nos campagnes. Comment peut-on affirmer pareille chose alors que le monde entier est témoin que nulle part, depuis la Révolution d'Octobre, l'on n'a enregistré de changements comparables à ceux qu'a subis la société en Yougoslavie ? Personne ne peut le nier. Nous sommes donc dans l'incapacité la plus complète de comprendre pourquoi des noms comme ceux de Bernstein, de Vollmar ou de Boukharine et autres opportunistes peuvent être prononcés à propos de notre parti. Nous ne pouvons rester insensibles devant des déclarations aussi injustes et aussi insultantes pour notre parti.

Le rapport de Tito au Congrès du Front National

Dans votre lettre il est également fait mention d'un rapport fait par le camarade Tito lors du IIe Congrès du Front National de Yougoslavie. Quelques extraits en ont été faits par vous et mis en rapport avec la tentative vieille de 40 ans des Mencheviks de dissoudre le parti social-démocrate.

Premièrement, cette tentative des Mencheviks eut lieu il y a 40 ans sous le régime tzariste, alors qu'en Yougoslavie actuellement nous détenons tout le pouvoir car le P.C.Y. gouverne le pays. Si l'on étudie le processus du développement social, l'on s'aperçoit que les formes d'organisation changent, que les méthodes de travail changent aussi bien que la façon de diriger les masses, afin de parvenir plus parfaitement au but que l'on se fixe.

Deuxièmement, quant à la qualité, le Front National yougoslave est certainement l'égal des autres partis communistes qui souvent acceptent dans leurs rangs quiconque se présente. Il en surclasse même certains quant à l'activité et à l'organisation. Quoiqu'il compte 7 millions de membres, le Front National yougoslave a soigneusement filtré les candidats qui se sont présentés et a éliminé les indésirables (8).

Troisièmement, le P.C.Y. assure complètement la direction du Front National et en forme en quelque sorte le noyau. Il n'y a donc pas, comme vous le prétendez, de danger de voir le P.C. se dissoudre dans la masse du Front National. Grâce au Front National, le P.C. yougoslave met lentement à exécution le programme que le Front National a d'ailleurs adopté comme le sien propre (9).

Nous regrettons seulement que toutes ces accusations aient été portées contre nous. Nous ferons remarquer que certains partis communistes changent leurs méthodes de travail et mêmes leurs noms, sans pour cela encourir de critiques. Le fait s'est produit en Pologne, en Bulgarie, et ce, sans l'assentiment du P.C.P. (b). Maintenant, il est vraisemblable que si ces P.C. ont agi de la sorte c'est que cela était indispensable. En tout cas nul reproche de dissoudre le parti dans la masse ne leur a été fait alors que cette accusation pèse sur le Front National yougoslave, qui, fortement charpenté et dirigé par le P.C.Y. groupe des millions d'individus, et se montre réellement le meilleur.

Pourquoi des faits indiscutables et connus depuis longtemps sont-ils maintenant controversés ? (10). Nous sommes sincèrement convaincus que les résultats obtenus par nous durant et après la guerre sont suffisamment éloquents. Ils prouvent en tout cas que le P.C.Y. est puissant, monolithique et capable de conduire le pays vers le socialisme, quelle que soit la difficulté de cette tâche.

« Notre parti n'est pas semi-légal »

Notre parti n'est pas semi-légal, comme vous l'écrivez. Il est parfaitement légal et constitue, comme chacun le sait en Yougoslavie la seule force directrice du pays. Vous devez être assez peu familiers avec notre Front National pour nous accuser, par exemple de ne pas avoir publié de comptes rendus des meetings et des conférences du parti. Toutes les décisions importantes aussi bien celles du gouvernement que des autorités locales, qu'il s'agisse de questions sociales ou d'autres, émanent directement ou indirectement du parti, et le peuple ne l'ignore pas. C'est pourquoi nous ne jugeons pas nécessaire de souligner que telle ou telle décision connue a été prise à une conférence du parti. Les résultats obtenus par notre parti font notre réputation non seulement en Yougoslavie mais à l'étranger, et ces résultats nous les avons obtenus grâce à l'observance des doctrines de Marx, Engels, Lénine et Staline, grâce aussi à l'expérience du P.C.P. (b) adaptée aux conditions de notre pays. Nous ne comprenons donc pas l'accusation d'hypocrisie que vous portez contre nous de travailler contre le P.C.P. (b) tout en le couvrant de louanges officielles (11).

Nous ne pouvons croire que le C.C. du P.C.P. (b) mette en doute les services rendus par notre parti alors que ces services ont été à maintes reprises officiellement reconnus par bien des dirigeants soviétiques et par le camarade Staline lui-même (12).

Nous sommes également convaincus que bien des aspects spécifiques de la transformation de la Yougoslavie peuvent servir et même servent déjà au profit du développement révolutionnaire des autres pays. Ceci ne veut nullement dire que nous cherchons à mettre dans l'ombre le rôle du P.C.P. (b) ou du système social de l'U.R.S.S. Bien au contraire, nous considérons le système soviétique comme un exemple, mais nous pensons aussi au fait que nous devons construire le socialisme dans notre pays et sous des formes légèrement différentes. Nous agissons ainsi non pas pour prouver que nos méthodes sont meilleures que celles de l'Union Soviétique, non pas

(8) Le pays compte moins de 16 millions d'habitants.

(9) Autre refus de Tito : modifier la tactique du Front National, qui lui a été commode et profitable.

(10) Tito revient sans cesse à cette question à laquelle l'U.R.S.S. *ne peut donner de réponse publique.*

(11) Remarquer l'insolence du ton des rebelles, le refus renouvelé d'aligner leur révolution sur celle de Moscou, et l'affirmation de leur crédit révolutionnaire à l'étranger.

(12) Première touche désagréable pour Staline personnellement, selon la meilleure technique de l'escrime stalinienne.

non plus pour le plaisir d'inventer de nouvelles méthodes, mais parce que les circonstances et les conditions actuelles nous forcent à agir de la sorte (13).

Le cas Velebit

En ce qui concerne Velebit (14) et la question de savoir pourquoi ce dernier est encore et toujours en place au Ministère des Affaires Etrangères, les faits sont les suivants : Kardelj et Djilas ont dit un jour au camarade Molotov : « *Que tout n'était pas clair en ce qui regarde Velebit* ». Il n'y avait aucune preuve à l'époque contre Velebit, il n'y en a pas plus aujourd'hui. Une enquête est en cours. Et nous ne voudrions pas démettre et ruiner un homme sur un simple soupçon (15). Quelles sont les raisons de notre prudence et notre lenteur à porter un jugement sur Velebit ? Premièrement : Velebit est membre du parti depuis 1939 ; avant cette date il rendit déjà de nombreux services à notre cause. En 1940, il fut chargé confidentiellement par Tito de louer sous son nom à Zagreb une maison et d'y installer l'émetteur clandestin du Komintern. Velebit vécut dans cette maison avec l'opérateur Valdes et la femme de ce dernier. Velebit était en même temps notre courrier, chose dangereuse entre toutes durant la guerre et l'occupation.

En 1942, sur l'ordre du parti, Velebit rejoignit une unité de partisans et s'y conduisit courageusement.

Actuellement nous étudions son passé plus lointain et si le gouvernement soviétique peut nous donner un fait concret sur son compte, nous lui en serons reconnaissants. Quoi qu'il en soit nous ne pouvons, pour toutes les raisons que nous venons d'exposer, démettre cet homme de ses fonctions au Ministère des Affaires Etrangères (16).

Quant à la comparaison que vous faites de notre pays avec les pays bourgeois tolérant certains espions dans l'espoir de s'en servir, elle est simplement insultante pour le C.C. du P.C.Y. L'insinuation qui y est contenue est même choquante, adressée qu'elle est au gouvernement d'un pays de seize millions d'habitants qui durant la guerre a fait le plus de sacrifices aux côtés de l'U.R.S.S. et qui dans l'avenir sera, si le cas s'en présente, le meilleur et le plus sûrs des alliés.

Maintenant si à votre tour vous nous demandiez si nous avons des sujets de mécontentement à votre égard, nous vous répondrions qu'il en existe plusieurs. Il serait impossible de les énumérer tous dans cette lettre mais nous pouvons en citer quelques-uns. En premier lieu nous considérons comme parfaitement incorrect et même inadmissible que des officiers de renseignements soviétiques enrôlent secrètement des agents dans notre pays (17). Nous ne pouvons interpréter de tels actes autrement que par la supposition qu'ils sont dirigés contre les intérêts du pays. Ces faits se renouvellent malgré les protestations répétées de nos dirigeants et de nos officiers de la Sécurité d'Etat. Nous jugeons donc indispensable de vous faire savoir que nous ne tolérerons pas cela plus longtemps. Nous possédons des preuves qui démontrent que des agents de renseignements soviétiques ont, en enrôlant des membres de notre parti, jeté la suspicion sur certains des dirigeants de ce parti, malgré leur prestige, malgré leur passé et l'impossibilité même de les soupçonner de quoi que ce soit. Ainsi par exemple, le colonel Stepanov essaya en 1945 d'enrôler dans les services soviétiques un de nos meilleurs camarades travaillant au service du chiffre à la Sécurité d'Etat. Ce faisant, et malgré sa remarque « *pour l'instant le Maréchal Tito agit correctement* », il jetait la suspicion sur tous nos dirigeants. De pareils cas se produisent encore journellement et ne servent certainement pas la lutte contre les pays capitalistes. Par conséquent nous les considérons comme dirigés contre nos intérêts car ils tendent à briser notre unité, à saper la confiance du peuple envers nos dirigeants, à le démoraliser en compromettant son respect pour ses dirigeants. Une telle activité du service de renseignements soviétique ne peut être considérée comme amicale ou loyale envers notre pays qui, nous le répétons, lutte pour la socialisation et reste le plus fidèle allié de l'U.R.S.S. (18).

Nous avons une Sécurité d'Etat parfaitement organisée, ainsi qu'un service de renseignements suffisants pour lutter contre les éléments capitalistes, les ennemis du peuple ou les agents étrangers. Nous ne pouvons donc admettre que le service de renseignements soviétique étende ses réseaux sur notre pays. Si votre service de renseignements a besoin d'une quelconque information il peut toujours la demander à notre service de sécurité ou de renseignements, qui seront toujours heureux de la fournir (19).

« L'U. R. S. S. et la Yougoslavie ont des buts identiques »

Nous avons bien d'autres sujets de mécontentement, mais est-ce une raison pour voir nos relations se gâter ? En aucun cas. Tous ces malentendus peuvent être réglés à l'amiable (20).

Il est absolument évident que l'U.R.S.S. et la Yougoslavie ont des buts totalement identiques. Pour les atteindre, une confiance absolue et réciproque est indispensable. Sans cette confiance aucun rapport n'est possible entre nos deux pays. Les dirigeants soviétiques doivent comprendre que la nouvelle Yougoslavie, sous la conduite de ses dirigeants actuels, marche à grands pas et sans aucune hésitation sur la route du socialisme.

Les dirigeants soviétiques doivent être convaincus que l'U.R.S.S. a trouvé en la nouvelle

(13) Tito laisse ici percer qu'il a des adeptes ailleurs (que l'on songe aux épurations ultérieures chez les satellites), et dit clairement que le temps de la dictature du parti russe dans l'Internationale est révolu. Ce paragraphe est l'un des plus importants dans l'ensemble de cette correspondance.

(14) Voir supra p. 6.

(15) Il faut avouer que Tito ne prend pas toujours autant de précautions...

(16) Bien entendu Moscou ne sait rien de précis, sans quoi il en aurait déjà fait état avec joie. Et ce genre de question, qui irrite Staline, Tito l'affectionne, comme toute cette correspondance le prouve.

(17) Voilà la vraie querelle, ce que Staline veut pouvoir faire, et que Tito ne veut pas, on ne veut plus tolérer.

(18) Ce paragraphe prouve que la surveillance policière de l'U.R.S.S. sur tous ses serviteurs étrangers est constante, qu'ils soient loyaux ou douteux. On ne saurait rêver meilleure définition du système que celle donnée par le colonel Stepanov.

(19) En quelques lignes, Tito pose son exigence fondamentale.

(20) Tito sait bien que non.

Yougoslavie et ses dirigeants ses meilleurs amis et ses plus fidèles alliés (21).

Pour terminer, et bien que nous connaissions les difficultés auxquelles se heurte l'U.R.S.S. dans la reconstruction du pays (22), nous pensons pouvoir attendre de l'U.R.S.S. une aide substantielle pour la reconstruction de notre pays ainsi que pour l'achèvement de notre Plan Quinquennal. Cette aide ne lèserait en rien le peuple soviétique, car c'est un avantage pour l'U.R.S.S. que d'avoir à proximité du monde capitaliste une Yougoslavie forte et susceptible de résister aux menaces que le monde capitaliste fait peser sur la Yougoslavie, ainsi que sur les autres démocraties populaires et par conséquent aussi sur l'Union Soviétique.

Nous considérons que tout ce qui est arrivé entre nous aurait pu être évité et ne constitue qu'un malentendu qui doit être réglé le plus rapidement possible dans l'intérêt même de la cause que servent nos partis.

C'est notre désir le plus sincère que d'éviter et de supprimer toute suspicion ou tout manque de confiance qui pourraient entacher les sentiments de camaraderie fraternelle et de loyauté de notre C.C. pour le Parti Communiste Pansoviétique (b). Nous resterons éternellement reconnaissants à ce parti pour l'enseignement qu'il nous a donné du marxisme-léninisme, cette doctrine qui nous a guidés, jusqu'à présent, et qui nous guidera à l'avenir. Nous éprouvons tous les mêmes sentiments de loyauté et d'amitié envers l'Union Soviétique qui, par son grand exemple, nous a guidés, et nous guidera toujours, nous lui sommes reconnaissants pour l'aide et l'assistance qu'elle a données à notre peuple. Nous sommes persuadés que tous nos malentendus pourraient être réglés par une exposition loyale et complète de nos griefs mutuels par l'entremise de nos deux comités centraux. Nous suggérons que le C.C. du P.C.P. (b) envoie dans notre pays un ou plusieurs de ses membres afin d'étudier en détail telle question qu'il leur plaira (23).

Nous terminons donc cette lettre en exprimant l'espoir de voir notre suggestion acceptée et nous vous envoyons nos salutations de camarades.

Pour le C.C. du P.C.Y

TITO
KARDELJ

13 avril 1948. Belgrade

(21) Après d'autres allusions, c'est une affirmation peu aimable pour les autres satellites. Tito n'essaye évidemment pas de se les concilier dans sa révolte.

(22) Phrase venimeuse, à double entente : de solidarité, et de clairvoyance sur la faiblesse actuelle de l'U.R.S.S.

(23) Ils ne parlent pas d'aller à Moscou, car ils savent que dans ce cas ils ne reviendraient pas.

4 MAI 1948

Lettre du Comité Central du P. C. Pansoviétique aux camarades Tito et Kardelj et au Comité Central du P. C. de Yougoslavie

Nous avons reçu votre réponse, ainsi que communication de la décision prise lors de la Session plénière du C.C. du P.C.Y., le tout daté du 13 avril 1948 et signé par les camarades Tito et Kardelj.

Nous regrettons de devoir avouer que ces documents et particulièrement celui signé par les camarades Tito et Kardelj ne simplifient en rien les affaires yougoslaves et même ne font que rendre plus aigu le conflit actuel.

Notre attention a été particulièrement frappée par le ton de ces documents, et le moins que nous puissions en dire est qu'ils sont exagérément ambitieux. On n'y trouve nulle part le désir de voir la vérité clairement démontrée, les signataires ne semblent pas vouloir admettre honnêtement leurs erreurs, ni exprimer le désir de voir ces erreurs corrigées le plus rapidement possible. Les camarades yougoslaves n'acceptent pas la critique d'une façon marxiste mais plutôt à la façon des petits bourgeois, c'est-à-dire que pour eux chaque critique exprimée est ressentie comme une offense au C.C. du P.C.Y. et une atteinte au prestige des dirigeants yougoslaves.

Pour se sortir de la situation difficile dans laquelle ils se sont mis, les dirigeants yougoslaves cherchent refuge dans une nouvelle méthode qui consiste à nier toutes les erreurs, quelle qu'en soit l'évidence. Ils nient ainsi purement et simplement les faits indiscutables qui leur sont reprochés dans la lettre du C.C. du P.C.P. (b) en date du 27 mars 1948. Les camarades Tito et Kardelj semblent ne pas se rendre compte que cette méthode enfantine de négation systématique ne peut convaincre personne mais fera rire tout le monde.

I. — Affaire du rappel des instructeurs militaires soviétiques

Dans sa lettre du 27 mars, le C.C. du P.C.P. (b) a exposé les raisons du rappel des instructeurs militaires soviétiques et a cité les sources de ses informations, à savoir principalement le faisceau des plaintes exprimées par ces instructeurs

sur le comportement inamical des dirigeants yougoslaves vis-à-vis de l'armée soviétique et de ses représentants en Yougoslavie. Les camarades Tito et Kardelj se contentent de nier le bien fondé de ces plaintes. La querelle est donc ouverte car il n'y a pas de raison pour que le C.C. du P.C.P. (b) ajoute plus de foi à la seule parole des camarades Tito et Kardelj qu'aux plaintes répétées des instructeurs soviétiques. Des instructeurs soviétiques sont actuellement les hôtes de la plupart des démocraties populaires, et il est pour le moins curieux de constater que seuls les hôtes de la Yougoslavie aient jugé bon d'élever des plaintes. Ceci ne peut évidemment s'expliquer que par l'atmosphère hostile dans laquelle sont plongés ces instructeurs (1).

Les camarades Tito et Kardelj invoquent l'énormité de la dépense que leur impose l'entretien des instructeurs militaires soviétiques et ils soulignent le fait que les généraux soviétiques en Yougoslavie touchent des traitements en dinars trois ou quatre fois supérieurs à ceux des généraux yougoslaves. Seulement, ils oublient, premièrement, que les généraux yougoslaves perçoivent, en plus de leurs traitements, des avantages en nature tels que logement, produits alimentaires, etc... et, deuxièmement, que les traitements perçus en dinars par les généraux soviétiques résidant en Yougoslavie correspondent exactement aux traitements en roubles qu'ils auraient touchés en U.R.S.S. (2). Il est donc compréhensible que le gouvernement soviétique ne peut en aucun cas accepter de voir les traitements de ses généraux réduits par le gouvernement yougoslave.

Il est possible que les dépenses occasionnées par la présence en Yougoslavie des généraux soviétiques grèvent lourdement le budget yougoslave, mais le gouvernement yougoslave aurait dû dans ce cas, adresser en temps voulu une note au gouvernement soviétique demandant à celui-ci de bien vouloir subvenir pour une part à ces dépenses. Le gouvernement soviétique aurait très certainement accédé à une telle requête. Au lieu de cela les dirigeants yougoslaves ont tenté de ridiculiser les militaires soviétiques, les ont insultés, ont discrédité l'armée soviétique, après quoi, quand il fut trop tard, quand l'atmosphère devint irrespirable pour nos ressortissants, ils s'adressèrent au gouvernement soviétique.

Il est facile de comprendre que le gouvernement soviétique, dans ces conditions, ait crû de son devoir de refuser de transiger sur la question.

II. — La question des spécialistes soviétiques civils

Dans sa lettre du 27 mars le C.C. du P.C.P. (b) a exposé les raisons du rappel de Yougoslavie des spécialistes soviétiques civils. Le C.C. du P.C.P. (b) s'est fondé pour prendre cette décision sur les plaintes exprimées par ces spécialistes et sur les rapports de l'ambassadeur soviétique à Belgrade. Il ressort de ces rapports que tous ces spécialistes ainsi que le représentant du P.C.P. (b) au Kominform, le camarade Ioudine, étaient en fait sous la surveillance continuelle de la sécurité yougoslave. Une fois encore les camarades Tito et Kardelj se contentent de nier les faits et prétendent qu'aucun ressortissant soviétique n'est placé sous la surveillance ou le contrôle de la sécurité yougoslave. Une fois de plus pourquoi le C.C. du P.C.P. (b) devrait-il ajouter plus de foi aux dénégations de Tito et de Kardelj qu'aux plaintes des ressortissants soviétiques et parmi ceux-ci du camarade Ioudine? Des spécialistes soviétiques travaillent dans la plupart des démocraties populaires, aucun d'eux ne se plaint et le gouvernement soviétique n'est jusqu'à ce jour entré en conflit à leur sujet avec aucun gouvernements de ces démocraties. Pourquoi donc ces disputes et ces désagréments avec le gouvernement yougoslave ? Pourquoi sinon parce que le gouvernement yougoslave a ménagé en Yougoslavie un régime spécial et intolérable pour les ressortissants soviétiques (3).

Il est donc facile de comprendre pourquoi le gouvernement soviétique n'a pas jugé bon de tolérer plus longtemps une telle situation et a décidé de rappeler ses spécialistes.

III. — En ce qui concerne Velebit et les autres espions installés au Ministère des Affaires étrangères yougoslave

La déclaration des camarades Tito et Kardelj selon laquelle les camarades Kardelj et Djilas se sont contentés lors de leur rencontre avec le camarade Molotov de déclarer que « tout n'était pas clair dans le cas Velebit » est inexact. En fait, durant leur conversation avec le camarade Molotov, les camarades Djilas et Kardelj ont explicitement déclaré qu'ils suspectaient Velebit d'être un espion anglais. Il est vraiment étonnant que les camarades Tito et Kardelj considèrent que ce serait ruiner Velebit que de l'éliminer du Ministère des Affaires Etrangères. Pourquoi serait-ce nécessairement sa ruine ? Plus étonnantes en-

(1) C'est-à-dire que leur « travail », ailleurs, n'est pas entravé.

(2) Ce qui prouve en passant qu'en U.R.S.S. les généraux sont réellement bien payés.

(3) Voir note 1 ci-contre.

Aux membres de l'Association

Ainsi que nous l'avions annoncé dans notre dernier numéro, publié avant les vacances, nous reprenons notre parution régulière bi-mensuelle.

Désirant offrir aux membres de notre Association le texte intégral, et inédit en France, de la correspondance échangée entre Staline et Tito, nous avons été conduits à publier le présent numéro double.

Notre prochain numéro, contenant ses rubriques habituelles, paraîtra donc le 15 octobre, à sa date normale.

Nous rappelons à nos membres en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 1.200 francs (6 mois), 2.400 francs (12 mois). Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

core sont les raisons invoquées par les camarades Tito et Kardelj pour laisser en place le susdit Velebit : en résumé ledit Velebit n'aurait pas été démis de ses fonctions parce que faisant l'objet d'une enquête. N'aurait-il pas été plus normal de suspendre Velebit de ses fonctions justement parce que faisant l'objet d'une enquête ? Pourquoi donc tant de sollicitude et de scrupules pour un espion anglais, qui de plus nourrit des sentiments plus qu'inamicaux vis-à-vis de l'Union Soviétique ? (4).

Cependant nous nous empressons d'ajouter que Velebit n'est pas le seul espion installé au Ministère des Affaires Etrangères yougoslave. Les représentants soviétiques ont à de multiples reprises rapporté aux dirigeants yougoslaves que l'Ambassadeur yougoslave à Londres, Léontic (5), était un espion à la solde des Anglais. Il est bizarre de constater que cet espion patenté figure encore à ce jour dans les cadres du Ministère des Affaires Etrangères de Yougoslavie.

Le gouvernement soviétique a été d'autre part mis au courant d'un fait nouveau, à savoir que trois des collaborateurs de Léontic à l'Ambassade yougoslave de Londres travaillent également pour le compte de l'espionnage britannique. Le gouvernement soviétique prend l'entière responsabilité de cette affirmation.

Il nous est également difficile de comprendre pour quelles raisons l'ambassadeur des E.U. à Belgrade se comporte dans la capitale yougoslave comme s'il était chez lui, ni pourquoi ses « agents d'information » en nombre grandissant circulent librement sur le territoire yougoslave (6).

Pour finir, nous pensons qu'il serait difficile d'expliquer comment il se fait que le bourreau du peuple yougoslave Nedic (7) ainsi que ses amis et complices obtiennent aussi facilement des postes importants aussi bien dans l'appareil gouvernemental que dans celui du parti.

Dans ces conditions, le gouvernement yougoslave refusant avec persistance de purger ses services du Ministère des Affaires Etrangères des espions qui s'y trouvent, le gouvernement soviétique se voit dans l'obligation de suspendre toute correspondance ouverte avec le gouvernement yougoslave par la voie du Ministère des Affaires Etrangères yougoslave.

IV. — En ce qui concerne l'Ambassadeur soviétique en Yougoslavie et le Gouvernement soviétique

Dans leur lettre du 13 avril 1948, les camarades Tito et Kardelj nous écrivent :

« Nous considérons qu'en tant qu'Ambassadeur, Lavrentiev n'a pas le droit de demander des informations à n'importe qui en ce qui concerne du moins les travaux du parti. »

Cette déclaration est aussi incorrecte qu'antisoviétique (quant à l'esprit). Tito et Kardelj placent sur le même pied un ambassadeur soviétique, c'est-à-dire un communiste responsable, représentant en Yougoslavie le gouvernement communiste de l'U.R.S.S., et un ambassadeur quelconque d'un pays bourgeois dont la mission consiste à saper les fondements de l'Etat Yougoslave.

Il est difficile de s'imaginer que Tito et Kardelj puissent être tombés aussi bas dans le nonsens. Ne comprennent-ils donc pas qu'une telle conception des relations avec l'ambassadeur soviétique équivaut à une négation des relations amicales entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie. Ne comprennent-ils pas que l'ambassadeur soviétique qui est le représentant d'un pays qui libéra la Yougoslavie du joug allemand est un communiste responsable et a donc le droit et même le devoir d'entrer en contact avec les communistes yougoslaves pour discuter avec ceux-ci des problèmes qui l'intéressent ? Comment les camarades Tito et Kardelj peuvent-ils trouver louche une chose aussi simple s'ils ont vraiment l'intention de rester en bons termes avec l'Union Soviétique ? (8).

Pour l'édification des camarades Tito et Kardelj nous ne jugeons pas inutile de faire remarquer en passant qu'à l'encontre des Yougoslaves, nous ne considérons pas l'ambassadeur yougoslave à Moscou comme une simple fonctionnaire. Nous ne le traitons pas comme un quelconque ambassadeur bourgeois, et nous ne lui contestons pas le droit de chercher des informations sur le travail de notre parti, où et auprès de qui bon lui semble. Devenu ambassadeur il n'en est pas moins resté communiste, nous le traitons donc en camarade, et même en camarade de haut rang. Il a des amis parmi les communistes soviétiques, il cause avec eux, il en obtient des informations. C'est parfait nous n'avons rien à cacher. Nous avouons nous-mêmes nos imperfections afin de les éliminer (9).

Une telle attitude des dirigeants yougoslaves vis-à-vis de notre ambassadeur ne nous parait d'ailleurs pas accidentelle, mais bien inspirée d'une disposition générale du gouvernement yougoslave, qui ne semble pas vouloir faire de différence dans sa politique entre les gouvernements Soviétique et Anglo-Américain et qui se conduit donc de la même façon avec le représentant de l'Union Soviétique et ceux des pays capitalistes.

A ce propos le discours du camarade Tito à Ljubljana en mai 1945 est des plus caractéristiques.

« Il a été dit que cette guerre est juste, et nous l'avons considérée comme juste. Mais nous demandons également que la conclusion en soit juste ; nous voulons que chacun soit maître chez soi ; nous ne voulons pas payer les factures des autres, nous ne voulons pas être mêlés à des politiques de sphères ou d'intérêts. »

Cette déclaration fut faite à propos de la question de Trieste. Comme chacun le sait, après une série de concessions territoriales obtenue par l'Union Soviétique au profit de la Yougoslavie,

---

(4) Il est évident que Moscou ne sait rien sur Velebit que ce que Djilas et Kardelj en ont dit. Cela montre avec quelle facilité on devient « espion » dans le langage communiste. Au passage on peut admirer comment à Moscou on est frappé sur un simple soupçon, *avant* l'enquête et non *après*. Ces aveux involontaires sont peut être ce qu'il y a de plus précieux dans cette correspondance.

(5) Rappelé officiellement de Londres en juin 1948.

(6) Après « l'affaire » Velebit, premières affirmations visant à convaincre Tito de collusion avec les impérialistes étrangers. Ainsi l'on voit peu à peu se tisser la toile dans laquelle l'on peut enserrer le rebelle.

(7) Nedic, chef du gouvernement serbe instauré par les Allemands en 1941.

(8) Réponse directe à l'exigence fondamentale de Tito, souligné p. 11 note 21. Les adversaires se comprennent admirablement. Noter à nouveau la conception *officielle* qu'on se fait à Moscou du rôle d'un ambassadeur.

(9) Paragraphe d'une amusante ironie.

les Anglo-Américains et les Français refusèrent, comme le proposait l'Union Soviétique, d'accorder à la Yougoslavie le territoire de Trieste et l'occupèrent avec les unités stationnées en Italie. Il ne restait plus à l'Union Soviétique pour obtenir ce territoire qu'à déclarer la guerre aux Anglo-Américains. Chose que l'Union Soviétique ne pouvait faire après une guerre aussi lourde que celle qu'elle venait de soutenir (9bis). Les camarades yougoslaves en montrèrent du dépit. Ce dépit perce dans la déclaration de Tito : « *nous ne voulons pas être mêlés à des politiques de sphères ou d'intérêts* », qui n'est pas uniquement dirigée contre les Etats impérialistes mais aussi contre l'U.R.S.S., et démontre que Tito ne fait aucune différence entre l'U.R.S.S. et les Etats impérialistes.

Cette prise de position par le camarade Tito est essentiellement antisoviétique et aurait dû être combattue par le C.C. du P.C.Y. qui n'a pas réagi. Nous considérons que cette prise de position est le point de départ de la campagne de propagande antisoviétique menée par les dirigeants du P.C.Y. et dont la conclusion est cet écheveau de calomnies telles que « *l'U.R.S.S. est en pleine décadence* », « *l'U.R.S.S. dégénère en Etat impérialiste, cherche à conquérir économiquement la Yougoslavie* », ou « *le P.C.P.* (b) *cherche à conquérir les autres P.C. grâce au Kominform* », ou même « *qu'en U.R.S.S. le socialisme a cessé d'être révolutionnaire* ».

A cette époque le gouvernement soviétique se vit forcé d'attirer l'attention du gouvernement yougoslave sur le fait que des déclarations telles que celles du camarade Tito n'étaient pas admissibles. Les explications données par les camarades Tito et Kardelj n'ayant pas paru satisfaisantes au gouvernement soviétique celui-ci chargea son ambassadeur à Belgrade, Sadtchikov de faire au gouvernement yougoslave la déclaration suisante, (5 juin 1945) :

« *Le discours du camarade Tito est à nos yeux une attaque contre l'Union Soviétique. Les explications données par les camarades Tito et Kardelj sont insatisfaisantes. La lecture du discours du camarade Tito ne se prête à aucune autre interprétation que celle que nous lui donnons. Veuillez faire savoir au camarade Tito que s'il se permettait de répéter une pareille attaque contre l'Union Soviétique, nous nous verrions dans l'obligation de lui répondre d'une façon critique par la voie de notre presse et de le dénoncer publiquement* (10). »

De cette attitude antisoviétique du camarade Tito envers l'U.R.S.S. est issu le comportement des dirigeants yougoslaves envers l'ambassadeur soviétique qu'ils placent sur le même pied que les autres ambassadeurs bourgeois de Belgrade.

Il semble que les dirigeants yougoslaves ont l'intention de garder ainsi dans l'avenir cette attitude antisoviétique. Ils ne doivent cependant pas perdre de vue que garder une telle attitude équivaut pour eux à renoncer à toute relation amicale avec l'U.R.S.S. et à compromettre la continuité du front socialiste établi par l'U.R.S.S. et les républiques de démocratie populaire. Ils doivent également bien se rappeler qu'une telle attitude les prive du droit d'en appeler à l'aide ou à l'assistance de l'Union Soviétique celle-ci ne pouvant se permettre d'aider personne d'autre que ses amis.

Nous faisons bien remarquer aux camarades Tito et Kardelj que nulle part ailleurs nous n'avons rencontré une pareille attitude envers l'ambassadeur et le gouvernement soviétiques et que nos relations avec les démocraties populaires sont partout restées amicales et vierges de tout blâme.

Il est intéressant également de noter que le camarade Kardelj actuellement solidaire du camarade Tito avait une toute autre opinion il y a encore trois ans sur le discours de Tito à Ljubljana. Voici un extrait du rapport fait par l'ambassadeur soviétique à Belgrade, le camarade Sadtchikov, à la suite d'une conversation qu'il eut avec le camarade Kardelj à la date du 5 juin 1945 :

« *Aujourd'hui, 5 juin, nous avons notifié au camarade Kardelj ce que vous nous avez ordonné de lui notifier. (Tito n'est pas encore rentré à Belgrade). Notre déclaration fit une profonde impression sur le camarade Kardelj. Après réflexion Kardelj déclara qu'il considérait comme juste notre opinion sur le discours de Tito. Il admit également qu'il comprenait parfaitement que l'Union Soviétique ne pouvait tolérer la répétition de pareilles provocations. Il avoua de même qu'une critique ouverte du discours de Tito aurait les plus graves conséquences pour celui-ci particulièrement dans une période aussi difficile que celle que traversait la Yougoslavie. Il promit donc de tout faire pour éviter à l'avenir de pareils discours. Selon lui l'Union Soviétique était parfaitement en droit d'exprimer ouvertement ses critiques en cas de récidive de la part du camarade Tito. Kardelj m'a prié de vous transmettre l'expression de sa gratitude pour l'avoir prévenu à temps. Selon Kardelj cet avertissement aidera à réparer les erreurs faites. En analysant (très prudemment) les causes de ces erreurs Kardelj déclara que Tito avait évidemment beaucoup de mérite d'avoir liquidé le fractionnement au sein du P.C. yougoslave et avoir organisé la lutte pour la libération du pays, mais qu'il était un peu enclin à considérer la Yougoslavie comme un pays pouvant se suffire à lui-même et se trouvant en dehors du développement général de la révolution prolétarienne et du socialisme. D'autre part, la situation, selon Kardelj, était devenue telle au sein du parti que le C.C. avait cessé d'en être le centre politique et organisateur. « Nous ne nous rencontrons plus qu'accidentellement » avoue Kardelj, nous ne prenons plus qu'accidentellement les décisions en commun. En fait, chacun de nous est maintenant abandonné à lui-même. Le style de notre travail est plutôt mauvais et manque en tout cas de tout esprit collectif. Nous serions heureux, continua Kardelj, de voir l'U.R.S.S. nous considérer comme les représentants d'une future république soviétique et non comme les représentants d'un pays étranger résolvant indépendamment et individuellement ses problèmes. Notre parti communiste s'intègre au P.C.P.* (b), *en un mot la Yougoslavie devra dans un proche avenir être admise à entrer dans l'U.R.S.S. C'est pourquoi, selon Kardelj, les dirigeants yougoslaves seraient heureux de nous voir les critiquer ouvertement et directement, leur donner des conseils et les diriger dans la bonne voie tant en politique intérieure qu'extérieure.*

Je répondis à Kardelj qu'il fallait cependant compter avec les conditions actuelles, que la Yougoslavie était un Etat indépendant, et le P.C.Y. un parti indépendant. « Vous devez donc résoudre vos problèmes vous-mêmes mais évidemment nous ne refuserions jamais un conseil si l'on nous le demandait ».

Nous avons des obligations envers la Yougoslavie, des traités, et qui est plus des obligations morales. Nous n'avons jamais refusé à la Yougoslavie ni aide ni

(9 bis) Voilà l'un des points capitaux de la controverse. Tito se serait volontiers résigné à la guerre pour Trieste. Staline avoue lui-même qu'il n'y aurait pas répugné, mais qu'il n'avait pas la force suffisante. Cet aveu est précieux.

(10) Ce texte et ces paragraphes semblent bien prouver qu'effectivement l'indocilité de Tito remonte loin. Aussi a-t-on à Moscou soigneusement collectionné tout ce qui, un jour, pourra nourrir le procès.

conseils lorsque ceux-ci pouvaient être utiles. Lorsque j'envoie à Moscou une requête quelconque du maréchal Tito la réponse ne se fait jamais attendre. Mais les conseils ne sont possibles que lorsqu'ils sont demandés en temps voulu, c'est-à-dire avant la prise de décision et surtout avant la proclamation publique de cette décision. »

Nous laisserons de côté l'opinion primitive et erronée du camarade Kardelj concernant une Yougoslavie partie intégrante de l'U.R.S.S. et d'un P.C.Y. faisant partie du P.C.P. (b). Mais nous attirons l'attention sur les remarques critiques du camarades Kardelj en ce qui concerne les déclarations antisoviétiques de Tito à Ljublijana et le désordre régnant au sein du C.C. du P.C.Y. (11).

V. — A propos des déclarations antisoviétiques du camarade Djilas sur le service de renseignements et les discussions commerciales

Dans notre lettre datée du 27 mars nous avons exposé notre opinion sur la déclaration antisoviétique du camarade Djilas, faite lors d'une réunion du C.C. du P.C.Y., et selon laquelle les officiers britanniques seraient moralement supérieurs aux officiers soviétiques. Cette déclaration fut faite par Djilas à propos d'une information selon laquelle des officiers soviétiques avaient commis en Yougoslavie des actes immoraux. Nous avons qualifié cette déclaration d'antisoviétique parce que faite par un marxiste le camarade Djilas qui, sous prétexte d'une infraction commise par un couple d'officiers, méconnait la différence essentielle qui existe entre l'armée soviétique qui a libéré tous les peuples de l'Europe et l'armée britannique dont la seule tâche consiste à opprimer tous les peuples de la terre (12).

Dans leur lettre du 13 avril les camarades Tito et Kardelj nièrent que Djilas ait jamais fait pareille déclaration. Ils affirmaient en outre que « *Tito avait en* 1945 *déjà donné toutes explications écrites et verbales à ce sujet* », et que « *le camarade Staline s'était montré satisfait de ces explications aussi bien d'ailleurs que les membres du C.C. du P.C.P.* (b) ».

Nous regrettons de devoir faire remarquer que cette déclaration de Tito et de Kardelj ne correspond pas à la vérité.

Voici le texte du télégramme envoyé par le camarade Staline au camarade Tito à propos de l'incident Djilas :

« *Je comprends parfaitement quelles sont les difficultés auxquelles vous êtes en butte depuis la libération de Belgrade. Vous devez savoir que le gouvernement soviétique en dépit des pertes énormes subies par l'Union Soviétique fait tout ce qui est possible et même plus pour vous aider. Je suis donc très surpris par le fait que quelques incidents et offenses individuels, imputables à quelques soldats ou officiers de l'armée rouge en Yougoslavie, vous font généraliser et étendre à toute l'armée rouge votre ressentiment. Vous ne devriez pas offenser ainsi une armée qui vous aida à chasser l'ennemi en versant le sang de ses hommes. Il n'y a pas de famille sans brebis galeuse, mais il serait injuste d'insulter toute une famille parce que l'un de ses membres est un dégénéré. Si les soldats de l'armée rouge apprenaient que Djilas et les autres assistants à la réunion du C.C. du P.C.Y. qui n'ont pas protesté, considèrent que les officiers britanniques sont moralement supérieurs aux officiers soviétiques ils bondiraient sous un pareil outrage.* »

Dans cette déclaration antisoviétique du camarade Djilas, qui ne provoqua aucune réaction de la part des autres membres du Politbureau et du C.C. du P.C.Y., nous reconnaissons le point de départ de la campagne de calomnies déclenchée par les dirigeants du P.C.Y. contre l'armée rouge et ses représentants en Yougoslavie. Cette campagne provoqua finalement notre décision de rappeler nos spécialistes militaires (13).

Comment se termina cette affaire Djilas ? De la façon suivante : Djilas venu à Moscou avec une délégation yougoslave, s'excusa personnellement auprès du camarade Staline, et le pria de pardonner l'erreur qu'il avait commise en prononçant à la légère de pareilles paroles devant le C.C. du P.C.Y.

Ainsi donc cette affaire fut réglée autrement que ne le prétendent Tito et Kardelj. Et malheureusement il est avéré maintenant que cette « erreur » de Djilas n'était nullement accidentelle.

***

Les camarades Tito et Kardelj accusent les officiels soviétiques d'enrôler des citoyens yougoslaves dans le service de renseignements soviétique. Cette accusation est absolument fausse.

Il serait ridicule de demander aux citoyens soviétiques résidant en Yougoslavie de tenir leur bouche fermée et de n'adresser la parole à personne. Il est donc normal que les citoyens soviétiques discutent avec des Yougoslaves, posent des questions et écoutent les réponses. Il faut être vraiment un soviétophobe incorrigible pour prendre ces conversations pour des tentatives d'enrôlement de citoyens yougoslaves dans les services d'espionnage soviétique ; il faut l'être plus encore pour croire que les agents soviétiques cherchent à enrôler particulièrement tous « les éléments hostiles à la nouvelle Yougoslavie ».

Seul, un anticommuniste convaincu peut s'imaginer que les dirigeants de l'Union Soviétique n'attachent aucune valeur à l'intégrité et à l'inviolabilité de la nouvelle Yougoslavie — ou en attachent moins que le Politbureau du C.C. du P.C.Y.

Il est caractéristique de constater que nous n'encourons pareils reproches et accusations qu'en Yougoslavie.

Il nous semble que ces calomnies n'ont été inventées que pour justifier l'activité débordante des agents de la Sécurité yougoslave qui s'acharnent à surveiller les ressortissants soviétiques en Yougoslavie.

Nous faisons remarquer que les camarades yougoslaves qui viennent à Moscou sont libres de voyager et de se mouvoir où bon leur semble, et sans surveillance d'aucune sorte. Lorsque Djilas vint à Moscou, puis partit passer quelques jours

(11) On jette une bouée à Kardelj pour qu'il la saisisse, et en même temps, on essaye de dresser Tito contre lui. On voit sur le vif ce que sont les méthodes du Kremlin, et la psychologie de ses employés.

(12) On aimera l'ironie involontaire de cette phrase.

(13) On peut voir comment de lettre en lettre, grossit la « campagne » de calomnies contre l'armée soviétique, et comme le C.C. du parti russe se sert lui-même de sa propre argumentation pour grossir le dossier de ses plaintes. Une fois encore, plus que les faits, ce qui compte, c'est la révélation qu'on a des mécanismes mentaux des hommes en présence. Il y a certes un « homme communiste ». Sa psychologie est monstrueuse.

à Leningrad, où il rencontra des camarades soviétiques, personne ne jugea utile de le surveiller ou de contrôler les informations que Djilas se procurait. Nous supposons que Djilas ne travaille pas pour l'espionnage britannique ou américain, et ne voyons donc aucune objection à ce qu'il obtienne des informations, des précisions ou des chiffres qui pourront servir aux camarades yougoslaves (14).

Et pourquoi donc les communistes soviétiques jouiraient-ils de moins de liberté en Yougoslavie que les communistes yougoslaves en U.R.S.S.

***

Dans leur lettre du 13 avril, les camarades Tito et Kardelj ont également parlé des relations commerciales entre la Yougoslavie et l'U.R.S.S. Ils prétendaient que le camarade Kroutikov avait refusé de poursuivre les négociations commerciales avec les représentants yougoslaves. Nous avons déjà expliqué à plusieurs camarades yougoslaves que le camarade Kroutikov nie énergiquement avoir fait les déclarations qui lui sont prêtées. Nous avons également expliqué à plusieurs reprises qu'il était absolument faux de prétendre que le gouvernement soviétique avait abandonné les discussions commerciales ou avait décidé de suspendre les échanges commerciaux avec la Yougoslavie. Nous considérons donc la question comme close et n'avons pas l'intention d'y revenir.

VI. — En ce qui concerne la ligne politique erronée du Politbureau et du C.C. du P.C.Y. en matière de lutte de classes

Nous avons affirmé dans notre lettre qu'il n'y avait pas dans le P.C.Y. de véritable esprit de lutte de classes, que dans les villes et villages les éléments bourgeois étaient non seulement tolérés mais même encouragés.

Les camarades Tito et Kardelj nient tout simplement notre affirmation et la considèrent même comme une pure calomnie, une insulte au parti communiste yougoslave et évitent ainsi de répondre à notre critique. Pour eux la transformation sociale obtenue en Yougoslavie est une preuve de la fausseté de notre accusation. Nous nous permettons d'affirmer que cette preuve est insuffisante.

Personne ne niera la nature profonde et fondamentale des transformations sociales obtenues en U.R.S.S. à la suite de la Révolution d'Octobre. Pourtant jamais le P.C.P. (b) n'en a déduit que la lutte de classes avait disparu de notre pays ou qu'il n'existait plus de danger de voir les éléments bourgeois reprendre des forces. En 1920, Lénine déclarait que : « *Aussi longtemps que notre pays sera le pays des petits fermiers, la base du capitalisme sera plus ferme et plus solide que celle du communisme, car la production des petits possédants engendre automatiquement, spontanément et en masse le capitalisme* ». Jamais durant les 15 années qui suivirent la Révolution d'Octobre la question de la lutte de classes ne fut négligée en U.R.S.S. Sous estimer l'expérience du P.C.P. (b) pour construire le socialisme en Yougoslavie constitue une erreur fondamentale et inadmissible pour des marxistes. Car le socialisme ne peut-être construit uniquement dans les villes, mais aussi dans les campagnes. Ce n'est pas accidentellement d'ailleurs que les dirigeants du P.C.Y. escamotent la question de la lutte de classes et l'extermination des éléments capitalistes dans les campagnes. Les dirigeant yougoslaves passent systématiquement sous silence dans leurs discours la question de différenciation des classes dans les villages. Ils parlent des paysans comme d'un tout, et n'évoquent pas la nécessité pour le P.C. de mobiliser toutes ses forces pour vaincre les difficultés croissantes issues de l'augmentation du nombre des éléments bourgeois dans les villages. Quoiqu'il en soit, la situation dans les campagnes yougoslaves n'a rien de particulièrement brillante. Cela est d'ailleurs normal dans un pays qui n'a pas nationalisé la terre, où la propriété se vend et s'achète, et où les koulaks possèdent à eux seuls la plus grande partie des terres arables.

Ce n'est pas accidentellement non plus que les principaux dirigeants du P.C.Y. dévient du marxisme-léninisme, qui attribue un rôle prépondérant à la classe ouvrière dans le processus de liquidation des éléments capitalistes et du développement de la société socialiste. Il suffit de lire le passage suivant, d'un discours prononcé par Tito à Zagreb le 2 novembre 1946 (*Borba* de novembre 1946) pour se rendre compte que les dirigeants yougoslaves ont une opinion particulière sur la question :

« *Nous ne disons pas aux paysans qu'ils sont les plus fermes soutiens de l'Etat, uniquement pour obtenir leur bulletin de vote, mais parce que nous savons ce qu'ils sont et parce que nous voulons qu'ils soient conscients de ce qu'ils sont.* »

Ces vues sont entièrement contradictoires avec les principes du marxisme-léninisme qui affirme que la classe ouvrière est la plus progressiste et la plus révolutionnaire de toutes les classes. Or, le passage que nous avons cité affirme exactement le contraire, et proclame que la paysannerie, y compris les koulaks, constitue le pilier de la nouvelle Yougoslavie. Ceci est une opinion de politicien petit-bourgeois et non celle d'un marxiste-léniniste (15).

VII. — Sur la politique erronée du Politbureau du C.C. du P.C.Y. quant à la question des relations entre le Parti et le Front National

Dans notre précédente lettre nous avons écrit que le P.C.Y. n'était pas considéré en Yougoslavie comme la principale force directrice du pays et que ce rôle revenait au Front National ; que les dirigeants yougoslaves minimisaient le rôle du parti et dissolvaient en fait le parti dans le Front National, erreur semblable à celle des Mencheviks il y a quarante ans.

Les camarades Tito et Kardelj nient ces faits et prétendent que toutes les décisions du Front National sont prises par le parti, mais qu'ils ne jugent pas indispensable de souligner à chaque

(14) Ces précisions concernant Djilas, outre qu'elles prouvent qu'effectivement Djilas fut surveillé, ne sont certainement pas données à la légère. Elles ont un arrière-goût très menaçant pour les militants de Léningrad qui l'ont vu, et l'on aimerait savoir ce qu'ils sont devenus.

(15) Nouvelle preuve que Moscou constitue le dossier depuis longtemps.

fois que telle décision a été prise à telle conférence du parti.

Or, c'est justement en quoi consiste la première et principale faute des camarades yougoslaves. Ils semblent craindre de mettre le parti en pleine lumière et d'en expliquer les décisions au peuple, afin de bien montrer que le parti est la force dirigeante du pays, qu'il gouverne le Front National et non le contraire.

Selon les théories du marxisme-léninisme, le parti communiste est la forme la plus parfaite de l'organisation de la classe ouvrière et se trouve par le fait placé au-dessus de toutes les autres organisations : au-dessus du Soviet en U.R.S.S., au-dessus du Front National en Yougoslavie. Le parti est au-dessus de toutes les autres organisations ouvrières, non seulement parce qu'il a son propre programme, sa propre politique et sert de fondement à l'organisation et à la direction de toutes les autres organisations ouvrières.

Le Politbureau du C.C. du P.C.Y. semble craindre de parler de toutes ces choses à la classe ouvrière et au peuple yougoslave d'une façon directe et ouverte. Le Politbureau du C.C. du P.C.Y. semble croire qu'ainsi les autres partis n'auront pas l'occasion de manifester leur opposition. Les camarades Tito et Kardelj croient pouvoir grâce à cet escamotage à bon marché infirmer la loi du développement historique, berner le peuple et même l'histoire. Ils n'illusionnent cependant qu'eux-mêmes, car si les classes antagonistes existent, il existera forcément une lutte de classes. Et si pareille lutte existe, elle se fera toujours sentir, elle s'extériorisera dans l'activité des différents groupes que ce soit légalement ou illégalement.

Lénine a dit que le parti était l'arme la plus puissante de la classe ouvrière. Le devoir des dirigeants est donc de conserver cette arme prête pour la bataille. En baissant le pavillon du parti en minimisant son rôle, les dirigeants yougoslaves émoussent l'arme de la classe ouvrière, ils désarment ceux qu'ils ont mission de défendre. Et il est ridicule de croire que l'on peut désarmer l'ennemi grâce à un tour de passe-passe enfantin.

Les rapports entre le P.C.Y. et le Front National sont incorrects en principe. Il ne faut pas oublier que le Front National englobe toutes sortes d'élément issus des classes les plus variées : koulaks, hommes d'affaires, petits propriétaires, intellectuels bourgeois, etc... Un fait en tout cas reste patent : en Yougoslavie seul le Front National apparaît sur la scène politique, alors que le P.C. et ses organisations ne font que de brèves apparitions et encore pas ouvertement ni sous leurs noms. Les camarades Tito et Kardelj oublient que le parti ne peut vivre qu'en grandissant, que sa croissance n'est possible que dans l'action et la lutte ouverte contre les ennemis de la classe ouvrière, et qu'enfin les tours de passe-passe ne peuvent remplacer la bataille pour éduquer les cadres du parti. Leur obstination à nier leurs erreurs prouvent que les dirigeants yougoslaves se sont éloignés des vues du marxisme-léninisme sur le parti. Nous craignons que dans ces conditions le parti communiste yougoslave ne sombre. Or, le naufrage du P.C.Y. serait un danger pour le communisme en général et une menace de décadence pour la république populaire yougoslave en particulier.

Les camarades Tito et Kardelj affirment que l'erreur des mencheviks consistant à vouloir dissoudre le parti dans la masse ayant été commise il y a plus de quarante ans, ne peut avoir aucun rapport avec les reproches qu'on leur fait aujourd'hui. Ils se trompent lourdement. Non seulement les points communs sont nombreux entre la tentative avortée des mencheviks et l'erreur grossière actuelle du C.C. du P.C.Y., mais encore les différences elles-mêmes ne font qu'aggraver leurs fautes : s'étant trompés en 1907, les mencheviks rappelés à l'ordre par le congrès de Londres ne mirent pas leur idée à exécution, tandis que le C.C. du P.C.Y., quarante ans plus tard, en pleine connaissance de cause reprend les erreurs des mencheviks et les déclare théories du P.C.Y. (16).

VIII. — Situation alarmante au sein du P.C.Y.

Dans notre précédente lettre nous avons déclaré que le P.C.Y. bien qu'arrivé au pouvoir depuis plus de trois ans, restait dans une position de semi-légalité, qu'il n'existait pas au sein du parti de véritable esprit démocratique, qu'il n'y avait pas d'élections, pas de critique ou d'autocritique et que le C.C. était composé en majorité de membres cooptés et non élus.

Les camarades Tito et Kardelj nient ces choses sur le papier. Ils donnent tous les détails sur l'élection du C.C. du P.C.Y. et sur le remplacement des membres disparus. Cependant leurs chiffres et précisions sont inexactes. On peut le vérifier dans les archives du Komintern. A la 5e Conférence qui eut lieu en Octobre 1940 (et non en décembre comme l'écrivent les camarades Tito et Kardelj) furent élus 22 membres et 16 candidats au C.C. du P.C.Y. et non comme le déclarent Tito et Kardelj 31 membres et 10 candidats. Voici la communication faite de Belgrade par le camarade Walter (Tito en personne) en octobre 1940 :

« *Au camarade Dimitrov. Du 19 au 23 octobre a été tenue la 5e conférence du P.C.Y. 101 membres élus dans tous les districts du pays y ont pris part. Le C.C. du Parti a été élu et consiste en 22 membres, 16 candidats et 2 femmes. L'unanimité a été complète.* »

Walter.

Si, comme l'écrivent Tito et Kardelj, 10 membres du C.C. ont été tués et deux exclus il ne reste des 22 membres primitivement élus que dix membres. Le C.C. du P.C.Y. comptant actuellement 26 membres il appert qu'il est composé de dix membres élus et seize cooptés.

La majorité du C.C. du P.C.Y. consiste donc en membres cooptés.

La même chose se produit dans les organismes locaux où les dirigeants sont désignés et non élus. Nous prétendons qu'une telle façon d'agir alors que le P.C. est au pouvoir et peut recourir aux moyens légaux pour gouverner le pays, ne peut être qualifiée que de semi-légale. Une telle situation ne peut que saper l'influence du parti aux yeux des masses. Si le Politbureau du C.C. du P.C.Y. avait vraiment tenu à l'estime de ses membres, il n'aurait pas permis qu'une telle situation se crée au sein du parti. Il aurait dès la prise du pouvoir, c'est-à-dire il y a trois ans et demi, réuni un congrès du parti, aurait réorganisé le parti sur les bases d'un centralisme démocratique et aurait agi en parti pleinement légal.

Il est parfaitement compréhensible qu'un tel état de choses n'a pu laissé subsister l'esprit dé-

(16) Il est inutile de souligner à nouveau la qualité lamentable de cette argumentation, indépendamment de toute opinion sur le fond. Quand on se souvient ce qu'un Lénine ou un Trotski ont écrit sur la question, et qu'on lit ces galimatias sans intelligence ni force persuasive, on a la certitude de la déchéance intellectuelle profonde des dirigeants communistes actuels.

mocratique au sein du parti. Nous savons que les membres du P.C.Y. craignent d'exprimer librement leurs opinions et préfèrent se taire plutôt que de s'exposer à des mesures répressives. Et ce n'est pas une coïncidence que le ministre de la Sécurité soit en même temps secrétaire du bureau des cadres du C.C. Il est évident qu'ainsi les cadres du parti sont sous le contrôle de la Sécurité, ce qui est absolument inacceptable.

Un exemple frappant illustre l'absence de liberté au sein du P.C.Y. : celui du camarade Zukovic qui vient d'être exclu du parti pour avoir critiqué la réponse faite par le C.C. du P.C.Y. à la lettre du P.C.P. (b). Le Politbureau du C.C. du P.C.Y. prouve par cette mesure qu'il ne considère pas ses membres comme des membres libres d'un parti démocratique, mais plutôt comme ceux d'un détachement de partisans n'ayant en aucun cas le droit de discuter les ordres du commandement.

Il est bien connu que Trotsky en son temps a également voulu introduire dans le P.C.P. (b) ses méthodes militaires. Mais le parti sous la conduite de Lénine condamna ces méthodes et brisa Trotsky.

Nous considérons que l'état actuel du P.C.Y. représente un réel danger pour le parti. Plus tôt on mettra une fin à ce régime bureaucratique et sectaire, mieux cela vaudra pour le P.C.Y. et pour la République yougoslave (17).

IX. — A propos de l'arrogance des leaders du P.C.Y. et de leur attitude incorrecte devant leurs erreurs

Comme on peut le voir dans leur lettre, les camarades Tito et Kardelj nient catégoriquement l'existence d'une quelconque erreur dans le travail ou l'activité du Politbureau du C.C. du P.C.Y. Ils considèrent que toutes nos critiques sont issues de notre information incorrecte et de notre opinion erronée de l'état des affaires yougoslaves. Ils prétendent que le C.C. du P.C.P. (b) est la victime des informations tendancieuses données par les camarades Jouyovitch et Hebrang. Selon Tito et Kardelj rien ne se serait passé, aucune critique n'aurait été formulée, aucune accusation portée si les camaradesJouyovitch et Hebrang n'avaient amené le C.C. du P.C.P. (b) à croire certaines informations calomniant le C.C. du P.C.Y. En d'autres mots les « coupables » sont trouvés.

Nous ne pensons pas que les camarades Tito et Kardelj croient à leur version, mais nous croyons qu'ils sont persuadés qu'elle est la meilleure pour sortir de la situation peu enviable dans laquelle s'est mis le Politbureau du C.C. du P.C.Y. Ils pensent pouvoir éluder toute responsabilité en soutenant leur thèse aussi mensongère que naïve, et rejeter ainsi sur l'U.R.S.S. la responsabilité des mauvais rapports actuels entre le C.C. du P.C.Y. et le C.C. du P.C.P. (b). Mais ce faisant, ils calomnient le C.C. du P.C.P. (b) et laissent à penser que le C.C. du P.C.P. (b) se laisse influencer par les rapports « tendancieux » qu'il reçoit.

Nous considérons cette façon d'agir des camarades Tito et Kardelj non seulement comme hypocrite mais encore comme profondément hostile aux intérêts du parti.

Si les camarades Tito et Kardelj avaient été sincèrement préoccupés par la vérité seule, ils auraient pu sérieusement peser les arguments suivants :

a) Pourquoi les rapports que reçoit le C.C. du P.C.P. (b) sur la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Roumanie ou la Hongrie s'avèrent-ils toujours exacts et ne provoquent-ils aucun malentendu avec les P.C. de ces pays alors que toutes les informations obtenues sur la Yougoslavie sont — selon Tito et Kardelj — tendancieuses ou erronées, et ont provoqué des relations inamicales entre le C.C. du P.C.Y. et le C.C. du P.C.P. (b) ?

b) Pourquoi les relations amicales entre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire restent-elles intactes alors qu'elles empirent de jour en jour avec la Yougoslavie ?

c) Pourquoi tous les P.C. des pays de démocratie populaire se sont-ils déclarés solidaires avec la lettre datée du 27 mars du C.C. du P.C.P. (b) et pourquoi les camarades yougoslaves se sont-ils trouvés totalement isolés ? (18).

Tout cela est-il accidentel ?

Qu'on nous permette de dire que pour déceler les erreurs du Politbureau du C.C. du P.C.Y. il n'est point du tout nécessaire de recourir aux informations de camarades yougoslaves comme Jouyovitch et Hebrang. L'étude attentive des déclarations officielles faites par les dirigeants yougoslaves tels que Tito, Djilas, ou Kardelj, et publiées par la presse yougoslave est simplement édifiante par elle-même.

Nous trouvons le moment opportun pour déclarer catégoriquement que le peuple soviétique n'a jamais reçu aucun rapport du camarade Hebrang, que la conversation entre Jouyovitch et notre ambassadeur Lavrentiev n'a pas donné la dixième partie des erreurs que nous avons relevées dans les déclarations des dirigeants yougoslaves. Des représailles contre ces deux camarades seraient non seulement injustes et antidémocratiques, mais témoigneraient en outre de la position antisoviétique prise par les dirigeants yougoslaves qui considèrent une conversation avec l'ambassadeur de l'U.R.S.S. comme une délit.

Nous sommes persuadés que la conduite des dirigeants yougoslaves s'acharnant à rejeter leurs responsabilités dans les mauvais rapports actuels entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie prouve clairement le fait que ces dirigeants ne veulent en aucun cas admettre leurs erreurs et ont l'intention de continuer leur politique hostile à l'U.R.S.S.

Lénine a dit :

« Le comportement d'un parti politique devant ses propres erreurs est l'un des plus importants critères pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit ses obligations envers la classe ouvrière. Le libre aveu des fautes, la mise à nu de leurs racines, l'analyse complète des causes qui les ont engendrées, la discussion consciencieuse des mesures à prendre pour les corriger, voilà les caractéristiques principales du sérieux d'un parti. Ces caractéristiques prouvent que ce parti remplit ses obligations ; elles servent à instruire et éduquer les cadres et par suite les masses. »

Nous sommes au regret de devoir affirmer que par leur refus de reconnaître et corriger leurs erreurs, les dirigeants du P.C.Y. ont transgressé de la façon la plus grossière cette recommandation principale de Lénine. Par la même occasion nous remarquerons que les dirigeants des partis

(17) Pour apprécier cette querelle entre deux régimes se reprochant leur manque réciproque de respect à la démocratie, il faut se souvenir qu'au fond comme en apparence les deux régimes sont aussi dictatoriaux l'un que l'autre.

(18) On apprend ainsi que Moscou a saisi les partis communistes des démocraties populaires dès le 27 mars. On aimerait savoir aussi si les autres partis du Kominform l'ont été dès cette date. Quant aux raisons de cette approbation générale, on la connait.

communistes français et italien, diffèrant en cela des dirigeants yougoslaves, ont montré le respect qu'ils ont pour leur mission, en admettant honnêtement et en corrigeant les erreurs qui leur furent reprochées à la Conférence des neufs partis communistes. Ce faisant ils ont aidé leur parti à tenir son rang et à éduquer ses cadres.

Nous croyons que cette répugnance des dirigeants yougoslaves, à confesser leurs erreurs est principalement due à la suffisance et à l'arrogance qui les caractérisent. Les succès enregistrés ont tourné la tête aux dirigeants yougoslaves. Ils se sont sentis gonflés d'orgueil et se croient maintenant au-dessus de tous et de tout. Ils ne se rendent même pas compte que leur orgueil peut facilement les conduire à leur perte.

Lénine a dit :

« *Tous les partis révolutionnaires qui ont sombré sont à eux-mêmes redevables de leurs ruines. Ils se sont exaltés et n'ont plus parlé que de leur force. Ils ont ensuite eu peur de parler de leurs faiblesses. Quant à nous, nous ne sombrerons jamais car nous n'avons pas peur de discuter de nos faiblesses et ainsi nous trouverons toujours le moyen de les surmonter.* »

Nous nous sentons obligés de déclarer que les dirigeants yougoslaves ne souffrent en aucun cas de modestie et qu'en exaltant leurs succès passés (qui ne sont pas aussi importants qu'ils l'imaginent) ils oublient et transgressent cette seconde recommandation de Lénine.

Les camarades Tito et Kardelj font mention dans leur lettre des mérites et des succès du P.C.Y. et ils disent que le C.C. du P.C.P. (b) a admis en son temps ces succès et ces mérites mais qu'il n'en parle plus à l'heure présente. Personne ne conteste les succès ou les mérites du P.C.Y. Mais les succès où les mérites des partis communistes de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie ou Albanie ne le cèdent en rien à ceux du P.C.Y, ce qui n'empêche cependant pas les dirigeants de tous ces partis de se conduire modestement donc différemment des dirigeants yougoslaves qui percent les tympans du monde entier avec leur autoglorification (19).

Nous soulignerons également qu'en matière de révolution, les P.C. français ou italien ont encore plus de mérites que le P.C.Y. bien que n'ayant pas encore réussi. Car le P.C.Y. ne doit sa réussite qu'au fait que l'armée soviétique se rua à l'aide de la Yougoslavie, balaya l'armée allemande, libéra Belgrade et créa en Yougoslavie des conditions favorables à la prise du pouvoir par le parti communiste. Nous regrettons que l'armée soviétique n'ait pu de la même façon aider les P.C. italien ou français (20). Si les camarades Tito et Kardelj pouvaient prendre conscience de ces faits incontestables ils parleraient un peu moins de leurs succès, et se considèreraient peut-être d'une façon plus digne et plus modeste.

Le manque de modestie des dirigeants du P.C.Y. est dû principalement au fait qu'ils s'attribuent les mérites de certains succès, qui en aucun cas ne leur reviennent. Prenons par exemple la question de la science militaire. Les leaders yougoslaves sont persuadés qu'ils ont enrichi la stratégie marxiste en inventant l'action combinée de l'armée régulière, des détachements de partisans et des révoltes nationales. Or, cette combinaison est beaucoup plus ancienne que les dirigeants yougoslaves ne se l'imaginent dans leur candeur. Les bolcheviks ont déjà appliqué cette méthode durant la guerre civile (1917-1921) en Russie. Ils ne se sont pas targués pour autant de l'avoir inventée, car avant eux le Maréchal Koutouzov l'avait déjà essayée contre les armées napoléoniennes (1812). Le Maréchal Koutouzov non plus ne crut pas devoir revendiquer la paternité de cette combinaison car les Espagnols avaient pratiqué avant lui la « guerilla » contre l'armée de Napoléon (1808). Ainsi les dirigeants yougoslaves considèrent comme une nouveauté militaire une stratégie vieille de cent quarante ans

Mais tout cela mis à part, il est facile de comprendre que le mérite de tel ou tel dirigeant yougoslave dans le passé n'interdit pas la possibilité de commettre des fautes dans le présent. Trotski eut en son temps bien du mérite révolutionnaire. Cela ne l'empêcha de commettre des erreurs. Surtout cela ne contraignait pas le P.C.P. (b) à fermer les yeux sur ces erreurs, qui poussèrent Trotski dans le camp des ennemis de l'Union Soviétique.

***

Les camarades Tito et Kardelj suggèrent dans leur lettre l'envoi à Belgrade d'un représentant du C.C. du P.C.P. (b) pour étudier la question du conflit actuel. Nous considérons cette suggestion comme irréalisable et inefficace pour la simple raison qu'il ne s'agit pas dans le conflit actuel de la vérification de faits mais de transgression de principes élémentaires et importants de la doctrine marxiste-léniniste.

Les comités centraux des neufs partis communistes sont actuellement au courant du différend qui oppose la Yougoslavie et le C.C. du P.C.P. (b). Ils sont réunis dans le Kominform. Il serait incorrect d'exclure les autres P.C. du règlement de la question actuelle. Nous suggérons donc que le problème soit discuté lors de la prochaine réunion du Kominform.

4 mai 1948 — Moscou Le C.C. du P.C.P. (b)

(19) Satisfecit de docilité qui en dit long sur la subordination totale des satellites à Moscou.

(20) Aveu précieux, dont personne encore n'a fait l'usage convenable.

17 MAI 1948

Lettre de Tito et Kardelj aux camarades Staline et Molotov[1]

Nous vous accusons réception de votre lettre du 4 mai 1948. Il n'est pas nécessaire de vous dire combien profonde fut encore une fois notre impression à la lecture de cette lettre. Elle nous convainct de l'inutilité de toute explication, toutes les accusations portées contre nous étant le fruit d'une information absolument fausse et tendancieuse.

(1) Tito montre qu'il n'est pas dupe quant à l'origine de la lettre précédente : le C.C. russe ne l'a écrit que sur l'ordre de Staline.

Nous n'essayons en aucune façon d'éviter la critique sur quelque question de principe que ce soit. Mais nous nous sentons dans le cas présent absolument privés du droit d'égalité indispensable à toute discussion, c'est pourquoi nous ne pouvons accepter de voir le différend tranché par le Kominform. Neuf partis ont reçu votre première lettre sans que nous en soyons informés. Ces neufs partis ont pris position. Le contenu de votre lettre n'est pas resté pour chacun des partis une affaire interne. Des milieux autres que les milieux compétents sont maintenant au courant des accusations portées contre nous. Aussi dans certains pays, comme la Tchécoslovaquie ou la Hongrie, notre parti et même notre pays ont été insulté dans la personne de nos délégués.

Les conséquences de ces faits sont évidemment très graves pour notre pays.

Nous aimerions que le conflit soit réglé de façon à ce que nous puissions donner la preuve par les faits de l'inexactitude des accusations portée contre nous. Ce qui veut dire que nous continuerons comme par le passé, à construire le socialisme dans notre pays, à être loyalement fidèles à l'Union Soviétique, à la doctrine de Marx, Engels, Lénine et Staline.

L'avenir montrera comme l'a montré le passé que nous accomplissons toujours ce que nous vous avons promis.

Sur l'ordre du C.C. du P.C.Y.
J.B. Tito — Kardelj

17 mai 1948 — Belgrade

22 MAI 1948

Lettre du Comité Central du P. C. Pansoviétique au Comité Central du P. C. de Yougoslavie

Nous vous accusons réception de vos lettres du 17 et du 20 (1) mai 1948, signées par les camarades Tito et Kardelj. Le C.C. du P.C.P. (b) discerne dans ces lettres un nouveau pas des dirigeants du P.C.Y. dans les profondes erreurs de principes dont le danger a été amplement dépeint par le C.C. du P.C.P. (b) dans sa lettre du 4 mai au C.C. du P.C. Y.

1°) Les camarades Tito et Kardelj écrivent qu'ils se sentent à tel point privés du droit d'égalité indispensable à toute discussion, qu'ils ne peuvent donner leur accord à notre suggestion de voir notre conflit réglé par le bureau du Kominform. Ils se permettent en outre d'accuser le C.C. du P.C.P. (b) de les avoir mis dans cette position d'inégalité.

Le C.C. du P.C.P. (b) déclare que cette affirmation est dénuée de tout fondement. Il ne pourrait en aucun cas y avoir d'inégalité de droits pour le P.C.Y. au bureau du Kominform des neufs partis communistes. Chacun sait qu'à l'époque où fut organisé le Kominform des neufs partis communistes, tous les participants partirent des principes incontestés que chacun d'eux devait fournir des rapports circonstanciés au Kominform et pouvait formuler des critiques sur l'activité d'un autre parti. La conférence des partis communistes tenue au mois de septembre 1947, partit du point de vue de l'égalité des droits de chacun des partis à critiquer n'importe quel autre parti, et appliqua ce principe à la critique sévère et bolchevik de la politique des P.C. italien et français.

Lors de ces critiques, les camarades italiens et français non seulement ne contestèrent les droits des autres partis à critiquer leurs erreurs, mais encore se comportèrent en véritables bolcheviks en affrontant ces critiques et en en tirant les conclusions qui s'imposaient. Nul n'ignore qu'à cette occasion les camarades yougoslaves ne se firent pas faute d'user de leurs droits de critique. Les camarades yougoslaves pas plus que les autres camarades ne considéraient le fait de critiquer les erreurs italiennes ou françaises comme une violation du droit d'égalité des P.C. français ou italien.

Pourquoi donc les camarades yougoslaves changent-ils brusquement d'avis et veulent-ils abolir un ordre établi au sein du Kominform ? Parce qu'ils pensent avoir droit à une position privilégiée, et parce qu'ils croient que les statuts ne s'appliquent pas à eux ; parce qu'ils sont persuadés d'avoir le droit de critiquer les autres sans être à leur tour critiqués. La prétention des camarades yougoslaves n'est rien d'autre qu'une exigence de privilèges pour le P.C.Y., privilèges qu'aucun parti ne pourra jamais obtenir car ils rendraient impossible tout travail du Kominform. Le refus des Yougoslaves de soumettre au Kominform un rapport sur leur activité et d'écouter ensuite les critiques que ce rapport pourrait provoquer équivaut de la part du P.C.Y, à une négation de l'égalité des partis communistes.

2°) Dans leur lettre du 17 mai, les camarades Tito et Kardelj répètent l'affirmation contenue dans leur précédente lettre à savoir que les critiques formulées contre les dirigeants yougoslaves sont basées sur des rapports faux ou tendancieux faits au C.C. du P.C.P. (b).

Mais à cette réaffirmation les camarades yougoslaves n'apportent toujours pas l'ombre d'une preuve. Leur allégation reste donc une phrase creuse, et les critiques du C.C. du P.C.P. (b) demeurent sans réponse, sauf l'affirmation des camarades Tito et Kardelj « *ne pas chercher à éviter de critiques sur les questions de principes* ».

Serait-ce par hasard que les dirigeants yougoslaves n'auraient tout simplement rien à invoquer pour leur défense ?

De deux choses l'une : ou bien le Politbureau du C.C. du P.C.Y. est conscient de la gravité de ses erreurs et ne veut pas les avouer au parti communiste yougoslave, et pour cela les nie en accusant des camarades innocents d'avoir fourni au C.C. du P.C.P. (b) des informations tendancieuses ou erronées, ou bien le C.C. du P.C.Y. ne se rend réellement pas compte que par ses erreurs il s'écarte du marxisme-léninisme Dans ce cas il ne lui reste plus qu'à affirmer que le Politbureau du C.C. du P.C.P. (b) est trop igno-

(1) Non publiée.

rant des questions du marxisme pour pouvoir en juger.

3°) Evitant de répondre à des questions directes posées par le C.C. du P.C.P. (b), s'enfonçant plus loin encore dans leurs erreurs, refusant de les corriger, les camarades Tito et Kardelj n'en prétendent pas moins, du moins en paroles, nous convaincre qu'ils restent et resteront fidèles à l'Union Soviétique, à la doctrine de Marx, Engels, Lénine et Staline. Nous avons réellement peu de raisons de les croire. Les camarades Tito et Kardelj ont souvent fait des promesses au C.C. du P.C.P. (b) et se sont empressés de ne pas les tenir. Leur dernière lettre ne fait que nous en convaincre une fois de plus. Que le Politbureau du C.C. du P.C.Y. et particulièrement que les camarades Tito et Kardelj sachent que la politique antisoviétique et antirusse (1) pratiquée journellement ces derniers temps par les dirigeants yougoslaves a détruit tout ce qui pouvait encore rester de confiance au gouvernement de l'U.R.S.S. et au parti communiste envers les camarades yougoslaves.

4°) Les camarades Tito et Kardelj se plaignent d'être mis actuellement dans une situation particulièrement grave et dont les conséquences peuvent être lourdes pour la Yougoslavie. Ceci est parfaitement exact, mais les camarades Tito et Kardelj ainsi que les autres membres du C.C. du P.C.Y. en portent exclusivement et entièrement la responsabilité. Ils ont placé leur prestige et leurs ambitions au-dessus des intérêts du parti et du peuple yougoslave. Et au lieu d'admettre et de corriger leurs erreurs qui peuvent être si lourdes de conséquences pour le peuple yougoslave ils nient ces erreurs et les répètent avec arrogance et entêtement.

5°) Les camarades Tito et Kardelj déclarent que le C.C. du P.C.Y. refuse de discuter devant le Bureau du Kominform de l'état des affaires au sein du P.C.Y. Si c'est là leur décision définitive, qu'ils sachent que cette décision signifie qu'ils n'ont rien à dire aux camarades du Kominform, qu'ils admettent tacitement leur culpabilité et qu'ils ont peur de montrer leur visage devant leurs frères des autres partis. Refusant de comparaître devant le bureau du Kominform, le C.C. du P.C.Y. prend le chemin de la scission du Front Socialiste des Républiques de démocratie populaire et de l'Union Soviétique. Et ce faisant le C.C. du P.C.Y. guide le peuple yougoslave vers la trahison du front socialiste, vers la trahison de la cause de la solidarité internationale des travailleurs, vers le nationalisme hostile à la classe ouvrière (2).

Sans se préoccuper de savoir si le C.C. du P.C.Y. comparaîtra ou non devant le bureau du Kominform, le C.C. du P.C.P. (b) déclare qu'il soulèvera à la prochaine session du Kominform la discussion sur l'état des affaires du P.C.Y.

Les camarades tchèques et hongrois ayant demandé que la prochaine session du bureau du Kominform soit reportée à la seconde quinzaine de juin, le C.C. du P.C.P. (b) déclare être d'accord avec cette proposition.

Le C.C. du P.C.P. (b)

22 mai 1948 — Moscou.

(1) On peut relever l'épithète qui montre où le bât blesse Moscou.

(2) On ne se fait aucune illusion à Moscou sur la gravité du désaccord et ses conséquences.

29 JUIN 1948

Déclaration du Comité Central du P. C. de Yougoslavie au bureau du Kominform sur la question relative à la situation au sein du P. C. de Yougoslavie

La « Résolution » du Kominform « *Sur la situation au sein du parti communiste yougoslave* » a toute une histoire comme il ressort de son contenu.

La « Résolution » du Kominform est basée sur un certain nombre de lettres adressées par le Comité Central Communiste Pansoviétique (bolchevik) au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie. La première de ces lettres est datée du 27 mars de cette année, le C.C. du P.C.P. (b) y formule ses accusations contre le C.C. du P.C.Y. cette lettre fut simultanément communiquée à tous les membres du Kominform, ce dont le C.C. du P.C.Y. n'a pas été informé. En annexe de cette lettre était jointe une lettre du C.C. du P.C. hongrois, transmise par le C.C. du P.C.P. (b) et affirmant l'entière solidarité du C.C. du P.C. hongrois avec l'attitude du C.C. du P.C.P. (b). Des lettres de ce genre furent également reçues venant des C.C. des autres partis communistes excepté des P.C. français et italien. Le C.C. de P.C.Y insiste donc sur le fait que tous ces C.C. étaient entièrement solidaires des accusations portées par le C.C. du P.C.P. (b) sans en connaître le bien fondé et avant d'avoir entendu une contre-argumentation quelconque de la part du C.C. du P.C.Y. Le C.C. du P.C.Y. reçut ensuite du P.C.P. (b) deux autres lettres datées respectivement du 4 et du 22 mai 1948 qui ne faisaient que reprendre et développer l'argumentation con-

tenue dans la première lettre. La « Résolution » du Kominform « Sur la situation au sein du P.C.Y. » n'est essentiellement qu'une récapitulation des lettres du C.C. du P.C.P. (b) et des accusation portées par le C.C. du P.C.P. (b) contre le C.C. du P.C.Y.

De la déclaration ci-jointe en appendice et adressée par le Politbureau du C.C. du P.C.P. (b) à la session du Kominform, il ressort clairement que le C.C. du P.C.Y. ne peut accepter la discussion sur les accusations du C.C. du P.C.P. (b), accusations fondées sur des calomnies, des inventions et une méconnaissance totale de la situation interne de la Yougoslavie. Le C.C. du P.C.Y. ne pourra accepter pareille discussion que lorsque le C.C. du P.C.P. (b) ou les C.C. des autres partis, membres du Kominform, auront séparé les accusations basées sur des témoignages individuels et tendancieux, des accusations principales et doctrinales.

En réponse à la résolution publiée par le Kominform le C.C. du P.C.Y. fait la déclaration suivante :

1°) Les critiques contenues dans ladite résolution sont fondées sur des assertions gratuites et inexactes, elles tendent à détruire le prestige du P.C.Y. à l'intérieur et à l'extérieur du pays, à provoquer la confusion au sein des masses yougoslaves et internationales et surtout à affaiblir l'unité au sein du P.C.Y. et de ses dirigeants. Il est étonnant que le C.C. du P.C.P. (b) ait refusé de confirmer ses assertions sur place, c'est-à-dire en Yougoslavie comme nous l'avons proposé dans notre lettre du 13 avril 1948.

2°) La résolution maintient, sans avancer de preuves que les dirigeants du P.C.Y. pratiquent une politique hostile à l'U.R.S.S. Les déclarations selon lesquelles les spécialistes militaires soviétiques ont été bafoués en Yougosavie ou que les spécialistes civils ont été placés sous la surveillance de la Sécurité ne sont toujours pas étayées par une preuve quelconque.

Avant le rappel de ses spécialistes le gouvernement soviétique n' a jamais, à aucune occasion, attiré l'attention des autorités yougoslaves sur de pareils faits. Qu'un quelconque citoyen soviétique, ou surtout le camarade Ioudine, ait jamais été placé sous la surveillance de la Sécurité est absolument faux. Ces accusations, et particulièrement la dernière, à propos du camarade Ioudine, sont faites avec publicité à seule fin de discréditer le P.C.Y. et ses dirigeants aux yeux des autres partis.

Par contre il est parfaitement exact comme nous le déclarons dans notre lettre du 13 avril au C.C. du P.C.P. (b) que des citoyens de notre pays ont été depuis la libération sous la surveillance du service d'espionnage soviétique. De nombreux rapports de membres du P.C.Y. objet de cette surveillance en font foi, ainsi que des déclarations des intéressés à leurs organismes respectifs. Le C.C. du P.C.Y. considère qu'une pareille attitude vis-à-vis d'un pays où le P.C. est au pouvoir, et qui lutte pour sa socialisation, est inadmissible ; qu'elle sape le moral du pays et affaiblit le prestige des dirigeants. Le C.C. du P.C.Y. a toujours considéré et considère que les relations entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie doivent être basées sur une confiance réciproque, et, en conséquence, jamais le gouvernement yougoslave n'a même songé à faire surveiller un quelconque citoyen soviétique se trouvant en Yougoslavie.

3°) La résolution du Kominform critique la politique du P.C.Y. quant à la lutte de classes et particulièrement dans les villages. Des passages célèbres de Lénine sont cités. Le C.C. du P.C.Y. fait remarquer que sa politique de lutte contre les éléments bourgeois est justement guidée par les passages cités, ainsi que par d'autres que les auteurs de la résolution auraient pu, s'ils s'en étaient donné la peine, lire dans les documents et les articles publiés par le parti. Ils auraient pu également se donner la peine de vérifier l'exécution pratique et l'application de cette politique. Pour cette raison l'accusation portée par le Kominform, après celle du C.C. du P. C. P. (b), enfonce une porte ouverte et ne sert qu'à encourager les éléments capitalistes et réactionnaires dans les villes et villages yougoslaves, et à semer la confusion dans l'esprit de la population en affirmant que la politique du C.C. du P.C.Y. est erronée. Le C.C. du P.C.Y. considère qu'il est injuste et inadmissible de juger de l'activité d'un parti d'après quelques témoignages douteux, ou quelques faits isolés pris à des moments divers de la lutte pour la socialisation du pays. Le C.C. du P.C.Y. considère que les seuls critères pour juger de l'activité d'un parti sont les résultats obtenus pas ce parti : ou bien le parti réussit dans la socialisation du pays ou bien il échoue, les éléments capitalistes et réactionnaires faiblissent ou deviennent plus forts, le facteur socialiste de l'économie nationale croît ou décroît, etc...

4°) Le C.C. du P.C.Y. ne peut que rejeter avec indignation les insinuations ou les affirmations selon lesquelles les dirigeants du P.C.Y. servent la cause des koulaks, qu'ils veulent liquider le parti communiste de Yougoslavie, qu'il n'y a pas d'esprit démocratique au sein du parti, que les méthodes qui y ont cours sont militaires, ou que les droits les plus stricts des membres du parti ne sont pas respectés etc. etc... Le C.C. du P.C.Y. souligne encore une fois, que le fait que dans certains organismes du parti l'on n'a pas encore pu procéder à des élections ne veut nullement dire qu'il n'y a pas d'esprit démocratique au sein du parti. Ces retards sont la conséquence de la période de guerre, et de la période troublée d'après-guerre, ils existèrent et disparurent dans d'autres partis communistes, ils disparaîtront de même au sein du P.C.Y.

L'assertion que le P.C.Y. se dissout au sein du Front National, qu'il devient lentement un parti de koulaks etc..., ne peut objectivement que briser l'union de la classe ouvrière, union réalisée par la classe ouvrière au sein d'une organisation unifiée, le Front National et isoler le parti des masses laborieuses. La cause de l'erreur que commettent ceux qui portent de telles accusations contre le Front National vient de leur méconnaissance des rapports qui lient le Parti et le Front National en Yougoslavie et de la façon dont la classe ouvrière remplit son rôle au sein de ce Front National. Il n'est pas à démontrer, tellement la chose est patente, que la force dirigeante du Front National est le P.C., que le P.C. ne se perd pas au sein du F.N. mais au contraire rassemble autour de lui les masses ouvrières du F.N. que le F.N. lutte essentiellement et pratiquement pour la socialisation du pays, ce qu'il ne ferait pas si, comme on l'en accuse, il n'était qu'un ramassis de koulaks, de petits bourgeois ou d'intellectuels réactionnaires.

Pour finir le C.C. du P.C.Y. réaffirme que la majorité de ses membres ont été élus et non cooptés. Dans sa critique le C.C. du P.C.P. (b) a oublié de compter les 7 membres du Bureau Politique qui furent élus séparément à la cinquième conférence nationale du P.C.Y. Il faut donc ajouter 7 membres au 22 cités par le C.C. du P.C.P. (b) dans sa lettre. Il est odieux de reprocher au C.C. du P.C.Y. qui a perdu 10 de ses membres à la guerre de les avoir remplacés en cooptant 7 camarades pris dans les rangs des candidats du C.C. du P.C.Y.

Le C.C. du P.C.Y. rejette comme ridicules et enfantines les assertions de semi-légalité et au-

tres calomnies du même genre. Elle ne font que démontrer une fois de plus l'incompréhension dont fait preuve le C.C. du P.C.P. (b) envers la situation yougoslave. Les méthodes de travail du P.C.Y. sont issues d'une longue pratique révolutionnaire et se sont avérées efficaces dans notre pays, elles ont permis au parti de gagner la confiance des masses, il n'y a donc aucune raison d'en changer pour l'instant.

5°) Le C.C. du P.C.Y. rejette comme sans fondement l'accusation d'avoir instauré en Yougoslavie un régime turc. Que « *les membres du parti se permettant une critique sur la politique suivie sont expulsés du parti comme par exemple les camarades Hebrang ou Jouyovitch* ». Tous les membres du P.C.Y. sont au courant du cas Hebrang et Jouyovitch et rien ne leur a été caché des lettres du C.C. du P.C.P. (b) à ce sujet.

Le C.C. du P.C.Y. est réellement étonné de voir les membres du Kominform prendre la défense de Hebrang ou Jouyovitch sans demander au préalable des explication au P.C.Y. Le C.C. du P.C.Y. ne comprend pas comment les membres du Kominform peuvent vouloir protéger des hommes comme Jouyovitch qui fut en même temps que Gorkic expulsé du C.C. du P.C.Y., et ce sur l'ordre du Komintern ; ou des hommes comme Hebrang qui s'est conduit lâchement devant la police oustachi, ce qui a déçu le parti, et a tenté de créer des scissions au sein du P.C.Y. et de saboter l'industrialisation du pays. N'est-ce pas encourager les saboteurs et les traîtres que de prendre la défense de pareils hommes ? Le C.C. du P.C.Y. publie d'ailleurs en supplément une documentation concernant ces deux hommes (1).

6°) Le C.C. du P.C.Y. rejette comme absurde l'affirmation que les dirigeants yougoslaves ont tout récemment pris en grande hâte et à des fins démagogiques des mesures de nationalisation des petites industries et du petit commerce. Ces mesures ont été en réalité prises six mois avant que le C.C. du P.C.P. ne porte ses accusations et sont le résultat du renforcement et du développement du secteur socialiste.

Il nous est maintenant compréhensible pourquoi ni l'organe du Kominform, ni la presse soviétique ni la presse de certains autres partis n'a publié de nouvelles sur les succès du développement économique de la Yougoslavie, comme par exemple les résultats acquis dans la réalisation du Plan. Mais les faits restent les faits. Ce n'est pas en passant ces succès sous silence que l'on pourra démontrer la faillite de la politique économique de la R.F.P.Y. et du C.C. du P.C.Y.

7°) Jamais aucun dirigeant de la Yougoslavie n'a prétendu que le pays pouvait se passer de l'aide des autres républiques populaires ou de l'U.R.S.S. Mais le C.C. du P.C.Y. fait remarquer que la coopération et l'extension de cette aide ne dépendent pas uniquement que de lui, mais aussi des autres pays de démocratie populaire et de l'U.R.S.S. Le C.C. du P.C.Y. considère que cette aide doit lui être fournie sur la base de sa politique intérieure et extérieure et non sur le fait de l'acceptation ou du rejet d'accusations fantaisistes fondées sur le néant.

L'affirmation que les dirigeants yougoslaves se préparent à faire des concessions aux impérialistes et à aliéner l'indépendance du pays n'est qu'une calomnie gratuite.

Le C.C. du P.C.Y. se voit cependant obligé de souligner le fait que dans certains pays de démocratie populaire toute une série d'actes non provoqués ont été commis qui constituent une insulte pour la Yougoslavie, le P.C.Y. et les représentants yougoslaves dans ces pays. Le C.C. du P.C.Y. ne se croirait pas contraint au silence si de tels actes se répétaient.

8°) Le C.C. du P.C.Y ne considère pas qu'en refusant de discuter des erreurs qu'il n'a pas commises il se rende coupable de rupture du front communiste. L'unité du front communiste n'est pas basée sur l'acceptation des calomnies ou des erreurs préfabriquées mais sur le fait de l'internationalisme des différents partis communistes. On ne peut cependant passer sous silence le fait que le Kominform à lui-même enfreint les principes sur lesquels il est construit, à savoir principalement la liberté pour chaque parti de rejeter ou d'accepter les conclusions du Kominform. Le Kominform cherche non seulement à forcer le P.C.Y. à reconnaître des fautes qu'il n'a pas commises mais encore il appelle les membres du P.C.Y. à la révolte, il tente de briser l'unité du parti.

Pour finir le C.C. du P.C.Y. rejette résolument l'insinuation selon laquelle le P.C.Y. serait passé au nationalisme. Toute sa politique intérieure et extérieure autant que sa conduite durant la guerre tendent à prouver le contraire.

Les accusations injustes et imméritées portées contre le P.C.Y. constituent la plus grande injustice historique que nous connaissions, elle est faite à notre parti, à notre classe ouvrière, à tous les peuples de la Yougoslavie et à leur lutte aussi héroïque que désintéressée.

Il est clair que les accusations énoncées par le C.C. du P.C.P. (b) contre le C.C. du P.C.Y. serviront de tremplin à la propagande ennemie pour calomnier l'Union Soviétique, la Yougoslavie et les républiques de démocratie populaire. Le C.C. du P.C.Y appelle tous les membres du parti communiste yougoslave à reserrer leurs rangs pour le renforcement de l'unité du parti. Il appelle la classe ouvrière et toutes les masses ouvrières du F.N.Y. à continuer leur travail et à bâtir avec persistance le socialisme. C'est là la seule façon pratique de démontrer l'injustice des accusations portées contre le C.C. du P.C.Y.

Le Plenum du C.C. du P.C.Y. (2)

Belgrade le 29 juin 1948

(1) Tito, on le voit, répond à l'accusation de collusion avec l'Occident en accusant Moscou de collusion avec des fascistes.

(2) Tito ne signe pas seul cette lettre décisive, afin que la solidarité du C.C. du Parti avec lui soit plus apparente.

La place manque dans le présent numéro pour inclure le dernier document. Il s'agit d'une déclaration, datée du 20 juin 1948, adressée au Kominform par le Comité Central du P.C. de Yougoslavie et qui répète d'ailleurs ce qui a été dit dans les documents précédents.

Les membres de notre Association trouveront ce document dans notre prochain numéro.

IMP. UNION, 13, RUE MÉCHAIN, PARIS-XIVe LE GÉRANT : BERNARD DE BRÉVEDENT, 354 RUE ST-HONORÉ, PARIS-1er